

# Rouge

CGT

Une journée  
à usage interne ?

P.4

M 1578 N° 1181 6,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV<sup>e</sup> Internationale)

du 24 au 30 Octobre 85

## Face à Le Pen-la-haine



**Une seule  
marche  
antiraciste**

83, 84... 85

LA TROISIEME  
MARCHE  
POUR L'EGALITE

## Le révélateur

Voilà que l'on reparle de l'extrême droite. Coup sur coup, les prestations médiatiques de Le Pen et les querelles intestines au Front national remettent ce courant sous les feux de l'actualité. Et ce qui apparaît n'est pas triste.

Le 11 octobre, quelques dizaines de militants évincés des places éligibles sur les listes de candidatures de leur parti accusent la direction de privilégier « une poignée de crapules, mafioses et fascistes ». Quelques jours plus tard, alors que le président du Front national prépare son passage à « L'heure de vérité », son vieux compagnon de l'époque de l'Algérie française, Jean-Maurice Demarquet, le dénonce dans les colonnes du Monde. Fort de leur intimité passée, il parle du racisme, de l'antisémitisme épidermique, de la paranoïa de Le Pen. Et il l'accuse d'avoir quelque peu hâté la mort de l'éthylisme Hubert Lambert, magnat des ciments du même nom, pour recueillir plus rapidement un héritage évalué à plus de vingt millions de francs.

Ces péripéties dignes d'un roman d'Auguste le Breton ne sauraient nous étonner. Elles sont au contraire une confirmation. Cette extrême droite en progression attire un nombre incalculable d'aventuriers, de gangsters, de soldats perdus des guerres coloniales, de paranoïaques obsédés par le souvenir du maréchal Pétain, comme l'illustrent parfaitement les portraits publiés ci-contre. Il n'y a, à cet égard, pas de fumée sans feu. Quelle que soit leur réalité, les accusations proférées par les protagonistes de ces querelles sordides sont révélatrices de la mentalité prédominante de ce côté de l'échiquier politique. A nous de savoir dénoncer cette réalité. A nous de savoir dire que Le Pen est un menteur qui affirme, à la télévision, échapper à l'impôt sur les grandes fortunes, alors qu'il a dû l'acquitter en 1982, 1983, 1984. A nous de savoir dire que Le Pen est un fraudeur qui vient d'être frappé d'un redressement fiscal de près de trois millions de francs, pour avoir déclaré moins d'impôts qu'un smicard en 1982. A nous donc, de démontrer que Le Pen est un démagogue qui feint de parler au nom des « petites gens », alors qu'il possède hôtel particulier, villas, actions et morceaux d'immeubles.

La démonstration n'est pas sans importance. Progressivement, les idées perniciosives du Front national se banalisent. N'est-il pas éloquent que, répondant à un sondage Infométrie-le Point, près de 35 % des personnes interrogées affirment spontanément : « Le Pen est un homme qui a de bonnes idées et qui dit des choses vraies. » Notre apprenti-caudillo a su exploiter les exaspérations d'une fraction de l'opinion, déboussolée par la crise. Et sa besogne est grandement facilitée par l'attitude de la droite et d'une partie de l'appareil d'Etat. Le dernier exemple en date nous est fourni par la 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris qui vient de relaxer deux dirigeants d'extrême droite. Lors d'un meeting en 1983, l'un d'eux avait pourtant dénoncé les « quatre super-puissances qui colonisent la France (...) le marxiste, le maçonnique, le Juif, le protestant que symbolisent les ministres Fiterman, Hernu, Badinter et Rocard ». Les juges ne s'en sont pas pour autant émus : « Certes, il apparaît qu'un jugement de valeur moral défavorable est porté par le prévenu sur deux minorités religieuses, mais il ne peut être établi pour autant avec certitude, en l'absence d'un texte et d'un contexte indiscutables qui devraient être le support des poursuites, que le prévenu s'est rendu coupable de l'infraction qui lui est reprochée. »

Dont acte ! La riposte aux campagnes de l'extrême droite ne peut venir que de notre mobilisation, de notre aptitude à défendre efficacement une série de valeurs du mouvement ouvrier. C'est dire l'enjeu des initiatives antiracistes de ce trimestre. C'est dire surtout l'importance de leur caractère unitaire.

Christian Picquet

# Face à la démagogie...

« Pour combattre son ennemi, il faut bien le connaître », dit un vieux proverbe. L'adage est parfaitement adapté au Front national. Après la querelle interne qui vient de s'étaler dans la presse, un ouvrage nous permet de mieux cerner la réalité du parti de Le Pen. Un journaliste, Yves M. Zellig, a passé plusieurs semaines parmi les militants de la région lyonnaise. Il en a tiré un livre : « Retour du Front » (éditions Barrault). Nous en extrayons trois portraits symboliques du courant populiste fascisant qui porte aujourd'hui l'héritier des cimenteries Lambert.

## Monsieur Henri : « Le Juif devient intouchable »

Monsieur Henri est issu d'une famille chrétienne et pratiquante de la région. Il maintient des relations suivies de cousinage jusqu'à la neuvième génération. Une famille qui « sans être liée à la terre, est attachée à ses racines ». (...)

Monsieur Henri ne souhaite plus voir de magnétophone sur la petite table basse du salon. Après un court silence, il se lève s'éloigne vers le fond de l'appartement, puis réapparaît avec un épais classeur bourré d'articles de presse et de feuilles ronéotées. Chaque document est soigneusement placé dans une pochette plastique. (...)

Enfin, Monsieur Henri sort délicatement d'une pochette un petit texte d'une cinquantaine de pages. « Ce document nous montre que l'immigration a été voulue. C'est une photocopie et je ne peux en prouver l'authenticité. Il est traduit du yiddish. Bien sûr, il date de 1913, mais vous savez, l'âme juive... »

Ce texte s'intitule *A nous la France !*, écrit par un certain Isaac Blumchen : il aurait pour origine l'éditeur Isidor Nathan Goldlust de Cracovie.

« Je suis né à Cracovie, écrit l'auteur en guise de présentation, le 14 novembre 1887... Je suis venu à Paris en 1904, appelé par l'honorable

président de l'Alliance israélite et défrayé par la Société des enfants de Cracovie. Je suis en instance de naturalisation. Je remplirai les dernières formalités, selon l'usage de mes compatriotes, aussitôt que j'aurai dépassé l'âge où la loi militaire pourrait m'astreindre au service actif. »

Cette plaquette antisémite, Monsieur Henri en ignore, ou fait semblant, l'origine. Ecrite par Urbain Gohier et chaudement recommandée aux lecteurs nationalistes, elle fut largement diffusée à la veille de la Première Guerre mondiale.

Le ton de Monsieur Henri tourne à la confiance, le magnétophone a disparu. « Le but de l'Eglise est de modeler les âmes et de les porter vers Dieu. Face à cette force, il s'est mis en place une contre-Eglise visant la destruction de la chrétienté et l'instauration d'un nouveau culte : le culte de Satan (...) « Le communisme fait partie de cette contre-Eglise, mais le culte de l'or aussi, le Veau d'or, le profit financier. Et là, il me faut parler des Juifs. L'âme juive a deux tendances : l'une parfaitement honnête, l'autre est sans principe, elle n'aspire qu'au profit et ne parle que de cela. Je ne suis d'ailleurs pas loin de penser que, pour des raisons stratégiques, une partie des Juifs a suscité l'extermination d'une

autre partie, une extermination que nous déplorons tous. Il existe aujourd'hui un climat de pitié et de considération.

Ainsi le Juif devient intouchable et le riche est superprotégé. Attention ! Il faut rester prudent nous ne pouvons attaquer brutalement certains Juifs car, au fond, c'est encore notre voisin, petit Juif sympathique et gentil, qui va trinquer. »

« Pourquoi je suis au Front national ? Eh bien, je vais vous dire ! Pour Noël, nous sommes allés à Notre-Dame de Paris pour la messe de minuit. Tout à coup, un nègre annonce : ceux qui veulent aller à la messe, vous vous mettez de ce côté. C'est comme si on était des chiens. C'est un nègre qui vous fait ça ! Voilà pourquoi je suis au Front national, il faut changer tout ça. »

## Georges R. : « Fidèle au maréchal Pétain »

Responsable du service d'ordre, cet ancien rugbyman d'environ soixante-cinq ans est un personnage fort connu dans l'extrême droite du Forez. Ses magnifiques baccantes, son ample nœud papillon, son vocabulaire raffiné en font une sorte de chef de file de la vieille garde blanche de Saint-Etienne. D'emblée, il me tend sa carte de visite : « Georges R., chouan forezien, fidèle au maréchal Pétain ». Il mouille ses lèvres, retousse ses moustaches, fixe le microphone et commence une formidable révision de l'histoire contemporaine. (...)

En 1939, il est mobilisé pour « sauver la Pologne », un an plus tard, il participe aux côtés du maréchal Pétain à « la grande révolution sociale contre le capitalisme sauvage, contre la fortune vagabonde et anonyme ». « Bien sûr, reconnaît Georges R., 1936 fut une avancée pour la classe ouvrière, mais la vraie révolution s'est déroulée entre 1940 et 1944. Les assistantes sociales, c'est Vichy. La médecine du travail, les comités d'entreprise, les professeurs d'éducation physique, les ateliers pour handicapés physiques, c'est encore Vichy. » Georges R. ne renie pas son passé. Son cœur vibre toujours à la pensée de ces jeunes Français volontaires dans la SS et défenseurs de Berlin « pour montrer aux Boches que nous aussi on était capable de se battre ». Certes, il a participé à ce qu'il nomme lui-même la « terreur blanche ». Mais « c'était nécessaire ». Les actions passent, les souvenirs

restent, Georges R. a fait le tri. De la période de l'occupation allemande, il ne reste que des souvenirs de camaraderie combattante. Le pillage économique du pays, le STO, la déportation des civils et des enfants, le fidèle du maréchal n'en parle pas, il préfère évoquer sa découverte de Charles Maurras, son engagement dans l'Action française et l'idéal corporatiste qui devait changer le visage de la France. (...)

Après avoir été dans le camp des vaincus, le chouan forezien a la certitude de militer avec les vainqueurs de demain. Une nouvelle révolution est en marche. Un but : purifier la vie française et revenir aux lois naturelles du travail, famille, patrie. (...)

Georges R. parle avec bonne humeur et aisance, attentif à son public, il choisit ses notes. « Je trouve scandaleux que Monsieur Noah aille se marier au Cameroun et qu'il déclare à Douala : je me marie dans le pays de ma culture, de ma race et de ma nationalité. Mais à quel titre avez-vous la double nationalité ? Retournez à votre culture. Vous n'êtes plus citoyen français ! De même je ne suis pas d'accord quand les gens ont la triple nationalité : français, israélienne et suisse, selon les fluctuations. Regardez la famille Rothschild : vous avez des Anglais, des Autrichiens, des Français. Ils sont tous Rothschild quand le moment est favorable pour leurs intérêts, pour faire du fric. Alors je pose la question : vous êtes Juif ou vous êtes Français ? »

### ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F	
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F
Abonnements par avion : nous consulter		

Nom \_\_\_\_\_  
Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Formule choisie \_\_\_\_\_  
Règlement à l'ordre de PEC,  
2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil  
Tél : 859 00 80

## Rouge

- ◆ Hebdomadaire édité par la société Presse-Edition-Communication, SARL au capital de 70 000 F (durée : 60 ans), 9, rue de Tunis, 75 011 Paris
- ◆ Gérant : Léon Crémieux
- ◆ Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Christian Lamotte
- ◆ Tirage : 10 000 exemplaires
- ◆ Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93 108 Montreuil. ☎ (1) 48 59 00 80 (lignes groupées).
- ◆ Composition impression : Rotographie, Montreuil. ☎ (1) 48 59 00 31.
- ◆ Commission paritaire 63922

83, 84... 85  
LA TROISIEME  
MARCHÉ  
POUR L'EGALITE

# ...la riposte unitaire

*Les deux marches antiracistes, celle des « droits civiques » et celle de SOS-Racisme, sont donc parties, à deux jours d'intervalle, de Bordeaux. Le résultat de cette division ne s'est pas fait attendre ! Maigre public le 19 et le 21 malgré les positions unitaires du collectif de Bordeaux. Et pour cause ! Les jeunes et les travailleurs, localement, ne peuvent se mobiliser que sur la base d'une seule initiative !*

Peut-on choisir ? Sur quels critères ? Les deux marches sont similaires et les subtiles distinctions n'intéressent que les convaincus de ne jamais s'être trompés et d'avoir affaire, en face, à quelques fous manipulés par de sombres forces.

Ceux qui ont répondu présents en 1983 et en 1984, ceux qui sont prêts encore une fois à se mobiliser largement malgré les difficultés, malgré les faibles résultats tangibles des deux marches précédentes, refusent un choix truqué et ils ont bien raison !

Nous avons déjà dit et nous répétons que la direction de SOS-Racisme aurait dû, dès juillet, provoquer une rencontre large, nationale de toutes les composantes, associations autonomes de Beurs, organisations immigrées (CAIF), FASTI, MRAP, Sans frontière, SOS, afin de discuter à part égale d'une coorganisation de la troisième marche qui laisserait toute sa place au mouvement

autonome des Beurs et permettrait que se réalise la jonction entre l'impact et la capacité de mobilisation de SOS, notamment dans la jeunesse, l'expérience, la richesse et la volonté d'autonomie des Beurs.

## La spirale infernale

Avoir lancé la marche précipitamment lors d'une conférence de presse fin septembre, après avoir lancé un appel unitaire sans concrétisation réelle, alors que tout le monde savait que la « mouvance beur » discutait aussi de l'organisation de la troisième marche, est apparu une fois de plus comme une volonté d'hégémonie et de non-reconnaissance du mouvement beur comme partenaire organisé, comme expression autonome.

Le fait qu'il y ait des Beurs dans SOS (et il y en a beaucoup) ne change pas fondamentalement cette réalité : une partie des Beurs défend

## Pour une seule marche

*A l'initiative de quelques membres du Collectif jeune contre le racisme et pour l'égalité des droits, une réunion s'est tenue le 21 octobre à Paris en présence d'une quinzaine d'associations, afin d'avancer vers un regroupement pour une seule manifestation unitaire antiraciste et pour l'égalité des droits, pour le troisième anniversaire de la marche de l'égalité de 1983.*

### APPEL

Deux marches contre le racisme et pour l'égalité des droits sont parties de Bordeaux.

L'une organisée par des associations de jeunes et de travailleurs issus de l'immigration, l'autre par SOS-Racisme.

Il y a des divergences, il y a des opinions et des pratiques différentes. C'est un fait, c'est aussi la richesse d'un grand mouvement antiraciste qui s'est affirmé dans la première marche de 1983 et dans la deuxième marche de 1984.

Cependant, nous ne nous résignerons pas à accepter comme un fait accompli l'arrivée de deux marches différentes à Paris à quelques jours d'intervalle, d'autant que les deux sont « contre le racisme et pour l'égalité des droits ».

Faut-il choisir pour l'une ou pour l'autre ? Peut-on diviser par deux les possibilités d'une grande démonstration de force antiraciste début décembre à Paris ? Faut-il demander aux jeunes de Marseille, de Lyon, de Nantes, de Lille ou de Strasbourg de monter à Paris deux fois à quelques jours d'intervalle ?

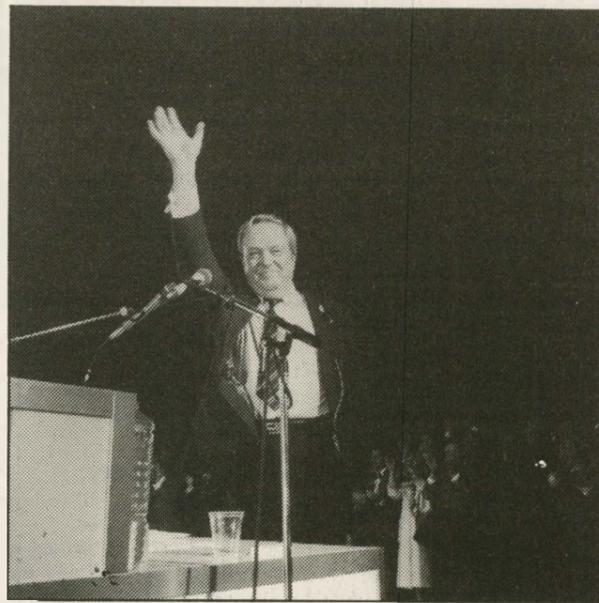
A ces questions, nous répondons : non ! Nous lançons un appel d'urgence à tous les antiracistes, à tous les comités, associations et organisations qui luttent contre le racisme et pour l'égalité des droits à se joindre activement à notre démarche, en exigeant : une seule grande arrivée en manifestation de masse à Paris contre le racisme et pour l'égalité des droits, pour le troisième anniversaire de la première marche.

Afin que l'unité soit possible et que l'accord entre tous soit équitable, les modalités de sa préparation doivent répondre aux principes suivants : que la manifestation unitaire soit portée et soutenue par tous ceux qui veulent s'y investir et cela sans exclusive ; détermination à donner toute leur place aux associations issues de l'immigration et rejet de toute politique sectaire et hégémonique ; élaboration avec toutes les forces qui s'y associeront d'un appel public clairement antiraciste et pour l'égalité des droits, servant de base et de convocation à la manifestation à une date acceptable par tous ; mise en place d'un collectif d'organisation de la manifestation regroupant toutes les forces associées et qui serait la direction de cette action.

Personne ne peut rester passif face à la division. A trois mois des élections, les antiracistes ne peuvent pas manquer l'occasion d'affirmer tous ensemble : la nécessité de l'égalité des droits en particulier le droit de vote pour les immigrés, la nécessité de lutter contre les crimes racistes et les sbires de Le Pen.

Paris, 21 octobre 1985

Signatures à envoyer à l'Association Arc-en-ciel, c/o J.-J. Garosi, 7, rue Rauffin, 93320 Gagny.



Le Pen, à la fête des beaufs bleu-blanc-rouge

ses propositions unitaires et essuie un nouveau refus total face au MRAP qui, embarrassé, s'annonce du côté des jeunes (Beurs) malgré les problèmes réels, à la FASTI qui vient de signer une déclaration commune avec le CAIF, annonçant aussi son soutien à la marche des droits civiques qui dit notamment : « La marche des Beurs est légitime. Depuis la marche de 1983, leur volonté a été celle d'apparaître tous les ans publiquement à la même époque car, pour eux, c'est un point de référence historique, un tournant dans leur histoire dont ils veulent rester les maîtres. »

C'est fatal ! entend-on déjà... Sur le même thème que la FASTI, Delorme explique, lundi 21, dans *Libé* : « Les deux logiques sont nécessaires ; elles ne doivent pas devenir conflictuelles », tout en apportant son soutien à la marche des Beurs.

Mais dans les villes la réaction n'est pas du tout celle-là. Les collectifs unitaires, les regroupements de toutes les associations locales refusent cette prétendue nécessité ou cette prétendue fatalité qui leur interdit tout simplement de... mobiliser ! Eux ont déjà fait l'expérience depuis des années que seule l'unité dans le respect de chaque composante permet de dépasser la simple réunion des militants convaincus pour créer de véritables démonstrations de force.

Les problèmes nationaux, ils les ont eus aussi et les ont résolus par le débat permanent, par la confrontation, par l'action collective... Et ils ne sont pas prêts à remettre ça en cause, surtout en ce moment où Le Pen crache sa bile et n'a jamais été aussi menaçant.

Les uns et les autres auraient tort de dire tout haut : « La diversité est nécessaire, organisons les deux marches » en pensant tout bas : « Que le meilleur gagne ! » Ce bras de fer stupide et dérisoire face aux enjeux de la situation ne sera pas as-

sumé par les forces des villes sollicitées de part et d'autre pour accueillir les marches.

Montpellier (étape du 23 octobre) est catégorique : une déclaration signée du MRAP, de l'ASTI, de SOS, de l'ASTM, de l'Association des travailleurs marocains, de l'UL-CFDT, de la CIMADE, du PAC, de la LCR et du PS dit : « C'est au nom de cette longue pratique unitaire que nous organisons un accueil commun aux deux marches. Chacune pourra présenter sa spécificité mais nous tenons à mobiliser avec elles dans l'unité la plus large. »

Rouen, au nom du collectif unitaire contre le racisme, fait de même : « D'ores et déjà, nous refusons de choisir entre deux initiatives nationales ; nous prenons toutes les dispositions pour organiser une seule initiative locale où tous peuvent s'exprimer. »

Clermont-Ferrand, au nom du Collectif regroupant le MRAP, l'ASTI, SOS, l'Amicale des Algériens, la CFDT, etc., affirme aussi : « Une seule marche, une seule montée nationale à Paris. »

A Chambéry, de même : seule la marche de SOS passe par la ville mais elle sera accueillie au nom des deux marches et pour l'unité. Idem à Grenoble où les initiateurs des deux marches sont invités à un débat commun le soir de l'accueil, etc.

Car telle est la réalité incontournable : il faut une seule marche, s'il y en a deux, nous soutenons les deux et demandons une seule montée à Paris.

La province ne montera pas deux fois et refuse de choisir à juste titre car rien ne justifie un tel choix.

Il est encore temps de changer le cours des choses. Pourquoi pas en sortant du cadre piégé des deux marches actuelles et en proposant une nouvelle date pour leur arrivée commune à Paris ?

Hélène Viken

Krivine cherche milliardaire débile, épileptique, cyrrhosé, et néanmoins d'extrême gauche

Mais c'est bien sûr ! Voilà l'idée ! Elle provient d'un fait divers mettant en cause monsieur Le Pen ! Voilà la solution pour la souscription : plutôt que de se faire chier à collecter comme des fourmis, franc après franc, 2,5 millions pour la campagne de mars 1986. Bon sang !

Cherchons aux quatre coins de l'Hexagone un bon gros milliardaire débile, épileptique, cyrrhosé et néanmoins d'extrême gauche. Une fois trouvé, on lui file Krivine « et son épouse » dans les pattes, à charge pour eux de lui raconter des petites histoires, de le faire pisser, de lui laver le derrière, de lui faire prendre des médicaments (en appuyant un peu sur la dose), et de boire des petits coups avec lui par-ci par-là, sachant, comme le dit si bien le docteur Demarquet (ancien ami de Le Pen) qu'« il n'y a pas de crime plus parfait qu'un éthylique terminal que vous faites boire ».

On voit d'ici le tableau.

Touchant : — Alain : « Allez, encore un petit verre... à la santé de Lénine. »

— Le milliardaire : « A la santé de Lénine, hic ! »

— Alain : « Là... voilà... C'est très bien... » Et ainsi de suite (Trotsky, Rosa, le Che, etc.).

Touchant. Apparemment c'est facile et ça rapporte gros.

Hélas, faut pas rêver. Pas la peine de chercher : des milliardaires y'en a ; épileptiques, cyrrhosés et débiles, y'en a aussi ; mais d'extrême gauche, là c'est trop demander.

La morale de l'histoire, outre que Le Pen est un salaud qui a ses entrées dans le beau linge, c'est qu'il faut battre la campagne avec opiniâtreté, comme des fourmis, pour ramasser les 2,5 millions qu'il nous faut. En s'y mettant tous et en se magnifiant le popotin.

bec et ongles son autonomie, et se conçoit comme entité organisée porteuse de revendications propres et d'une identité qui refuse d'être noyée dans l'antiracisme général. C'est un fait incontournable et vouloir le contourner n'aboutit nullement à l'annihiler.

C'est exactement ce qui a provoqué que des courants divergents sur les rapports à entretenir avec le mouvement antiraciste se retrouvent tous soudés les uns aux autres contre SOS, pour se lancer dans la marche des droits civiques.

Seule la FASTI a tenté de sortir de cette spirale infernale en lançant un appel à l'unité : « Dans le contexte actuel — particulièrement difficile — la FASTI considère que l'organisation de deux initiatives nationales antiracistes est inopportune et affaiblira tout le mouvement qui œuvre en ce sens. » (communiqué public du 8 octobre). La FASTI ira même jusqu'à proposer que sa réunion unitaire du 12 octobre, convoquée à propos du droit de

vote, comporte aussi le point sur l'unité nécessaire à son ordre du jour.

La direction de SOS prend conscience du danger et propose l'unité à tous les niveaux : coorganisation, plates-formes communes, décisions communes sur les porte-parole, les initiatives envisagées, etc. Une partie du Collectif jeune de la région parisienne est sur la même longueur d'ondes. Las, en face c'est le refus. Tout y passe : la Palestine, l'hégémonie, l'étouffement des Beurs.

L'aile des Beurs qui comprend son affirmation autonome comme une exclusive envers les antiracistes devient dominante : s'affirmer à tout prix, ne pas converger, rejeter, écraser SOS, faire fi des millions de jeunes qui se sont mobilisés autour du port du badge et qui ont créé avec SOS un sacré rapport de forces face au racisme.

La conférence de presse du 16 octobre a concrétisé la division : les deux marches sont parties. SOS vient refaire

CGT

# Le 24 pour le 42<sup>e</sup> ?

**A un mois de son 42<sup>e</sup> Congrès confédéral, la CGT fait donner toutes ses fédérations et toutes ses unions départementales pour la journée du 24 octobre. Que représente cette action d'un jour, strictement réservée à la confédération de Montreuil ? Une manière d'enrichir un bilan qui sera présenté le 24 novembre par la direction sortante, ou une journée s'inscrivant dans la reconstruction d'un rapport de forces favorable aux travailleurs ?**

Dans *Le Peuple* du 10 octobre, Alphonse Veronèse, secrétaire confédéral, vend la mèche du 24 octobre. « Le 24 octobre comporte en puissance, à un mois de notre 42<sup>e</sup> Congrès confédéral, tous les éléments qui ont fondé notre analyse depuis Lille, avec les évolutions qui se sont produites depuis. » Ainsi, la meilleure manière confédérale de confectionner son bilan consiste à réaliser cette journée CGT qui apparaît comme une action à usage interne.

Alphonse Veronèse poursuit la même idée et explique que « à l'appui du bouillonnement que constitue la préparation du 24 et sur les suites à lui donner, il importe d'intensifier l'organisation des débats pour le 42<sup>e</sup> Congrès... ». La présentation qui en est faite, dans l'organe officiel de la CGT, destiné aux cadres syndicaux, est une espèce de super-assemblée générale dans la rue.

C'est bien de cette façon que la journée du 24 octobre fut préparée. Les réunions et le matériel ont été confectionnés pour s'adresser à l'intérieur de la CGT. Il y eut quelques affiches d'UD, celle de l'URIF, mais collées de manière confidentielle, sans tract pour les relayer.

Dès lors, la fonction du 24 octobre correspond bien à la

définition donnée par Alphonse Veronèse.

## Le 24, ça bouge ou ça boue ?

« Le 24, ça va bouger », clame la une de *l'Huma* du 22 octobre.

« C'est en train de bouillir », indique un récapitulatif des actions prévues, dans la *Vie ouvrière* du 21 octobre. « Il est certain qu'à dix jours du 24 octobre que cette journée sera une grande journée de luttes. D'ores et déjà nous pouvons être assurés de la participation de centaines de milliers de travailleurs de tous les secteurs », pronostique la rédaction de la *VO* du 21 octobre.

Ces superlatifs reflètent-ils bien l'intense préparation de masse dont aurait bénéficié cette journée ? A l'écoute des syndicats, il semble bien que, pour le moins, cette intense préparation soit plus en demi-teinte...

Ambitieux, Henri Krassucki, à *France-Inter*, le 21 octobre, présentait le 24 de la manière suivante : « La très grande déception des gens après l'immense espoir qu'ils avaient eu en 1981 les avait mis en état de moindre résistance. » Ces « pauvres » travailleurs, victimes de leur propre illusion, « devenus de plus en plus mécontents ».

D'où l'ambition de la CGT qui « a comme raison d'être de permettre à ce mécontentement de se transformer en action. Tel est le but de la journée interprofessionnelle de grève et de manifestation de jeudi ».

Louable perspective. Mais la date retenue est totalement déconnectée des conflits qui ont eu lieu avec des résultats divers, ceux des agents de conduite de la SNCF et ceux des Renault. Cette séparation entre les conflits et la programmation des actions confédérales, est-ce bien le meilleur moyen pour que s'exprime le mécontentement ? Alphonse Veronèse le croit quand il affirme que « le 24 octobre va donc constituer un véritable tremplin pour les multiples luttes en cours et à venir ».

A n'en pas douter, la difficile sortie de la CGT de son action du Mans et de Billancourt ne donne pas grand crédit à cette idée. Au lieu de faire converger la solidarité et l'action autour des luttes de Renault, quand elles avaient lieu, pour s'opposer au déferlement anti-ouvrier, le 24 octobre apparaît comme une journée d'auto-affirmation de la CGT, seule avant-garde syndicale éclairée.

## Des appels à la grève sur commande ?

Ainsi toutes les fédérations appellent à des débrayages, dont la durée varie. Quant aux unions départementales, avec un bel ensemble, elles organisent des rassemblements ou des manifestations à des heures variant entre 10 heures du matin et 15 heures, l'après-midi.

On note avec surprise que la fédération des métaux, tant sollicitée par le conflit Renault, s'est jointe à l'appel le 24, et enjoint « ses deux mil-

les syndicats à déployer une activité intense pour créer les conditions de décisions offensives en mettant en débat la grève de vingt-quatre heures ». Même discipline de la fédération des cheminots, qui appelle à des arrêts de travail de vingt-quatre heures.

Mais ces deux fédérations ne connaissent-elles pas de moments plus propices d'appeler à l'action nationale, quand les adhérents et les militants CGT étaient confrontés à des grèves parties d'un réel sentiment de ras-le-bol ?

Entendons-nous bien. les raisons de lutter ne manquent pas. Mais le rôle de la CGT est-il bien d'affirmer sa propre existence en ne tenant compte ni de l'état d'esprit ni des mobilisations de masse possibles ? Tout se passe comme si la CGT, après avoir donné un grand coup de frein à la grève des agents de conduite SNCF, après avoir minorisé par sa méthode d'action la grève des Renault, voulait donner un coup d'accélérateur. La lutte des classes se commande-t-elle comme une automobile ?

Dès lors, au terme de cette journée du 24, la seule question importante sera de savoir si celle-ci aura permis de forger l'unité des travailleurs et de leurs organisations, de bâtir un rapport de forces plus favorable aux travailleurs contre l'austérité.

La CGT prétend-elle à elle seule relever le défi de la politique d'austérité en se passant de l'appui des autres syndicats et d'une mobilisation de masse en profondeur ? La tactique de la guerre privée entre elle et le gouvernement socialiste devient une orientation.

L'action minoritaire est-elle élevée au rang de stratégie syndicale ?

Jean Lantier

## Un sondage significatif

Ce sondage de *Liaisons sociales* ne vaut que ce que valent tous les sondages. Le 24 octobre en sera un, grandeur nature. Toutes les fédérations, toutes les unions départementales sollicitent tous les travailleurs de toutes les catégories, et de plus l'UGICT avait fait du 24 octobre sa date d'action. le bilan de cette journée sera de toute façon éloquent.

Sondage SOFRES effectué pour *Liaisons sociales*, du 7 au 11 septembre 1985 sur un échantillon national de 1 000 personnes représentatif de l'ensemble de la population âgée de 18 ans et plus : et selon la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de famille) et stratification par région et catégorie d'agglomération.

Si la CGT appelle prochainement à une journée d'action syndicale pour protester contre la politique du gouvernement, seriez-vous prêt à y participer ?

	Ensemble des Français	Sur 100 salariés
- Oui .....	9	13
- Seulement si d'autres syndicats se joignent à cette journée d'action .....	6	9
- Non .....	80	75
- Sans opinion .....	5	3
	100 %	100 %

Pour la défense de vos intérêts, faites-vous tout à fait confiance, plutôt confiance, plutôt pas confiance ou pas confiance du tout à l'action des syndicats ?

	ENSEMBLE DES SALARIÉS		
	Rappel enquête L'Expansion/Sofres octobre 1979	Rappel enquête Figaro Sofres novembre 1982	Septembre 1985
- Tout à fait confiance ....	13	8	9
- Plutôt confiance .....	44	36	28
- Plutôt pas confiance ....	16	25	20
- Pas confiance du tout .....	20	23	39
- Sans opinion .....	7	8	4
	100 %	100 %	100 %

Vous savez que la CGT multiplie en ce moment les actions, comme par exemple sur Renault, pour dénoncer la politique du gouvernement. Estimez-vous que ces actions sont...

	Ensemble des Français	Sur 100 salariés
a) efficaces .....	16	20
ou pas efficaces .....	66	65
- Sans opinion .....	18	15
	100 %	100 %
b) correspondent aux intérêts des salariés .....	24	30
ou n'y correspondent pas .....	58	55
- Sans opinion .....	18	15
	100 %	100 %
c) favorisent la mobilisation des salariés .....	28	33
ou ne la favorisent pas .....	50	50
- Sans opinion .....	22	17
	100 %	100 %
d) améliorent l'image de la CGT .....	12	14
ou nuisent à son image .....	66	66
- Sans opinion .....	22	20
	100 %	100 %

Des militants CGT devant le siège social de Boulogne



## Les travailleurs face à l'austérité



RENAULT

# L'heure des comptes

Du 8 au 16 octobre au Mans, du 9 au 21 octobre à Billancourt, les grèves de Renault sur la prime et les salaires ont tourné court. Elles ne sont pas des conflits anodins, simple péripétie dans la longue histoire des mouvements de grève de la Régie. Plusieurs éléments nouveaux sont apparus qui vont dorénavant conditionner les luttes dans l'entreprise phare de l'automobile du pays.

### 1. Y-avait-il mobilisation à Renault ?

Incontestablement un mécontentement naissait, de manière inégale mais bien

réelle qui pouvait se traduire par l'action. A l'inquiétude au sujet de l'emploi s'ajoutait la réduction de la prime de rentrée ainsi que la chute programmée du pouvoir d'achat.

Au Mans, la mobilisation de deux mille ouvriers, lors de la venue de Besse en sep-

### Les consultations dans la CGT

On ne peut que rester méfiant à l'égard des consultations des ouvriers de Renault organisées par la CGT.

Quand ça l'arrange, en fin de conflit, quand elle veut en sortir, elle utilise toutes les méthodes du suffrage universel bourgeois. Le 18 octobre, à sa requête, des huissiers prenaient place devant les urnes installées pour le scrutin des 8 215 ouvriers de Billancourt. Le recours aux huissiers de la justice bourgeoise est déjà contestable. Mais, de plus, faire voter non-grévistes et grévistes, alors que Besse a tout fait pour mobiliser les uns contre les autres, c'est déjà appeler de ses vœux un verdict des urnes, celui de l'arrêt.

La CGT n'avait pas apporté le même souci du détail électoral le 9 octobre pour appeler aux urnes les travailleurs de l'île Seguin. A ce moment, quel que soit leur avis, elle était à priori décidée à occuper.

Le résultat du vote est éloquent : sur les 4 300 qui se sont prononcés pour l'action, 1 850 ont voté pour la poursuite de l'action engagée, 2 202 pour la « modification de la forme de la lutte ». Ce n'est pas un ré-

sultat froid, simplement interprétable par l'idée que les travailleurs veulent mettre les pouces.

Et là réside toute la limite de ce genre de consultations à bulletin secret. Glisser dans l'urne un bulletin, cela n'équivaut pas à s'engager dans l'action. Et cela laisse la direction du syndicat libre de toute interprétation.

En somme, la volonté majoritaire pour agir ne peut valablement s'exprimer que lorsqu'elle suscite en même temps un contrôle collectif et démocratique de l'action. Celles et ceux qui lèvent la main pour faire grève s'engagent publiquement à se retrouver dans l'action. Il faut que la grève mobilise le plus grand nombre, et qu'un collectif de travailleurs désignés par leurs camarades répartisse les tâches.

A l'inverse, celles et ceux qui votent secrètement, pour ou contre l'action, délèguent leur pouvoir à la seule direction du syndicat, qui interprète comme elle veut le scrutin, et s'occupe exclusivement de l'organisation de la grève. Et c'est bien là une des causes de l'échec du conflit à Renault.

J. L.



tembre, ainsi que le vote qui donnait le 8 octobre le départ de la grève, tout cela indiquait un climat en plein réchauffement.

A Billancourt, chez les ouvriers professionnels représentant une génération bien précise, la mobilisation n'était pas non plus une invention de la seule CGT. Pour autant, elle était beaucoup plus diffuse qu'au Mans.

Si le conflit n'est pas réductible à la tactique de la CGT, force est de constater que la mobilisation, encore fragile, a été poussée prématurément, sans précaution

particulière. Ainsi, la minorité la plus décidée, sous conduite de la CGT, n'a pas entraîné derrière elle une masse de travailleurs hésitants, contrairement aux actions de la rentrée de 1984.

### 2. Pourquoi la revendication sur les salaires ? Et l'emploi ?

La stratégie de Besse consiste à prendre le temps de licencier. Début octobre, sentant le climat social, le P-DG de Fabius a reporté les licen-

ciements à 1986. Levant cette menace pour les derniers mois de l'année, il a contribué à libérer les énergies revendicatives sur les salaires.

Si les salaires et la prime sont apparus en tête de liste, c'est que ces revendications, comme à la SNCF ou dans la lutte des manipulateurs-radio, apparaissent comme à portée de la main. Les travailleurs n'ont pas l'impression qu'il faut soulever la montagne de la politique d'austérité ni entraîner un mouvement d'ensemble pour les obtenir.

La prime de septembre, la cinquième semaine de congés, les salaires provoquaient

une réaction qui n'est pas une « autolimitation » dans l'action. Lorsqu'une raison de réagir apparaît, alors les travailleurs de Renault gardent une capacité de réaction importante.

Enfin, ce qui s'est joué sur la prime et les salaires, c'était un relais dans la préparation d'un rapport de forces pour résister aux licenciements prévus pour 1986.

### 3. Les méthodes de la CGT... et de la CFDT

La CGT cherchait depuis longtemps à réaliser ce genre d'actions. *A priori*, indépendamment de la fragilité de la mobilisation naissante, elle était à l'affût pour pousser au maximum les feux de la grève. *A priori*, en partant de consultations réelles, comme au Mans, ou hâtives pour le moins, comme à Billancourt, elle n'envisageait que des formes bien particulières de grève.

Partant d'une mobilisation hésitante et naissante, elle l'a utilisée dans une pratique de l'occupation et des piquets de grève qui excluait le plus grand nombre, y compris ceux des travailleurs bien disposés à l'égard du mouvement et de la CGT. Ainsi, il apparaît que la mobilisation de masse a servi de couverture aux actions minoritaires de la CGT.

La grève n'a pas été active. Les travailleurs n'ont pas participé au mouvement. Elle fut menée par la CGT comme s'il s'agissait de garder des forteresses assiégées qui, pour être protégées, devaient fermer portes et pont-levis. L'extension, non préparée à l'avance, est apparue comme une tactique presse-bouton de la CGT, non comme l'aboutissement logique d'une tactique syndicale de masse.

La CFDT au Mans a lâché l'action, le 14 octobre à midi, en plein conflit. La CFDT à Billancourt faisait distribuer un tract intitulé : « Ni direction, ni CGT. La CFDT avec les salariés ». La direction CFDT de Renault montre aussi peu d'empressement à lutter sur les salaires que sa

Suite page 6

## Suite de la page 5

direction confédérale sur la flexibilité. Les directions des syndicats CFDT de ces deux usines sont apparues comme s'opposant au mouvement, parce que sur le fond, elles n'offrent pas de ligne de résistance aux attaques de la direction.

### 4. S'il n'y pas eu extension, est-ce la seule faute des syndicats ?

Pour qu'un mouvement touchant tout le personnel et pas seulement une catégorie, prétende à l'extension dans tout le groupe, il aurait fallu que les travailleurs aient des garanties préalables sur le but de l'action, sur l'unité du personnel et des syndicats. Nul plan de mobilisation unitaire et national n'a été proposé. Ce que voulait la CGT, elle le gardait soigneusement pour elle-même. L'extension presse-bouton ne peut exister, et surtout pas en ce moment.

A Flins, les syndicats CGT et CFDT sont pourtant pas-

grand souci d'y associer activement les travailleurs. Ces derniers lui rendent la monnaie de sa pièce, en étant très circonspects sur sa manière d'agir. A Cléon, la direction de la CGT, voulant forcer la mobilisation, s'est heurtée à des travailleurs combattifs, soucieux d'économiser ce bien précieux qu'est la combativité pour ne pas la dilapider prématurément. La direction de la CFDT n'affichait pas une grande conviction pour l'action de masse et finalement s'est trouvée satisfaite par le sectarisme de la CGT à son égard. La rupture d'une unité historique, celle du Mans, montre que la division, dont la responsabilité est partagée, vient de faire un grand pas en avant.

Ainsi, l'extension à l'ensemble des usines n'a pas vu le jour sous les coups conjugués de ces multiples facteurs.

### 5. Besse veut-il vraiment casser le bastion ouvrier qu'est Renault ?

Cela ne fait aucun doute. Les méthodes patronales, classiques chez Peugeot et

organisés, pression constante et intimidation des délégués par procédure judiciaire, huissiers requis par le patron : tout cet arsenal est déployé dorénavant comme la répétition générale des troupes de Besse contre les travailleurs. Agnelli, le P-DG italien, manifestement le modèle de Besse, avait réuni au coude à coude non-grévistes, cadres et concessionnaires dans l'attaque ultime contre les travailleurs de Turin en lutte contre les licenciements. C'est bien à cela qu'il faut se préparer.

### 6. Qu'ont fait les révolutionnaires ?

Avec les moyens dont ils disposaient, ils se sont battus

pour que la grève soit massive et préserve avant tout son caractère de masse.

Plus que jamais, l'organisation démocratique du conflit, pris en main par les travailleurs eux-mêmes, est décisive. Plus que jamais l'unité des organisations syndicales et du personnel est nécessaire. Il faut bien constater que lorsqu'à la SNCF, les agents de conduite, syndiqués ou non, prennent leurs affaires en main, les chances de réussite du mouvement augmentent. A l'inverse, quand un état-major syndical, en l'occurrence celui de la CGT, prétend tout régenter en fonction de ses intérêts particuliers, c'est l'échec. Echec d'autant plus profond que l'aspiration à la démocratie et à l'unité est forte. Echec d'autant plus important qu'en

face, Besse et ses troupes exploitent, heure par heure, les hésitations, les maladroises des dirigeants du conflit.

Mais face aux exclusives des opérations de la CGT et pour peser, les révolutionnaires doivent regrouper les travailleurs les plus combattifs, et notamment les jeunes, pour imposer un rapport de forces aux directions syndicales.

### 7. Et maintenant ?

Les conflits du Mans et de Billancourt ont été des échecs. La direction Besse, dûment félicitée par le CNPF, a marqué un point important à la veille des licenciements.

Pour que les mouvements à venir connaissent un autre

sort, des conditions impératives sont plus que jamais à réunir. D'abord l'organisation, dans l'atelier et le service, des salariés de Renault rendus capables de contrôler l'action. Ensuite la popularisation de l'organisation démocratique de la grève par les grévistes eux-mêmes, en comité de grève, pour qu'ils soient garants de leur unité et de l'unité des syndicats, placés sous surveillance collective. De manière indissociable, le rôle des délégués syndicaux unitaires est plus que jamais la préparation à ces conditions démocratiques.

En somme, il faut tout faire pour que les travailleurs décidés à se battre, ne soient pas spectateurs d'actions qui les concernent au premier chef.

Jean Lantier  
François Ollivier

## Les travailleurs face à l'austérité



### Editorial des feuilles d'entreprises

## Le Pen, le démagogue plein aux as !

Le Pen, on le savait, était un tortionnaire en Algérie.

Le Pen, on l'apprend, est un grand bourgeois accusé d'avoir détourné l'héritage d'un grand patron de cimenterie, Lambert.

Le Pen apparaît plus crûment pour ce qu'il est, un démagogue aux poches pleines, un nanti riche à millions s'offrant une carrière politique pour donner libre cours à son délire raciste.

la crise suscite des réactions irrationnelles et que la démagogie peut mordre parmi ceux des travailleurs les plus désorientés par la violence du chômage et des licenciements.

### Le Pen protège les siens

L'escroquerie de Le Pen ne réside pas seulement dans l'appropriation douteuse d'un héritage juteux, dans lequel se trouve un petit château qu'il occupe dorénavant dans la banlieue chic de Paris.

L'escroquerie majeure, c'est de s'adresser à des travailleurs victimes des licenciements perpétrés par les patrons, et de leur dire : « L'Arabe est responsable. »

Bien sûr, Le Pen agite ce genre de slogan pour protéger les vrais responsables, les patrons, les gros bourgeois dont il fait partie.

Le Pen, en démagogue classique, parle comme un homme du peuple pour mieux détourner l'attention des travailleurs vers les travailleurs immigrés.

Le Pen va faire sa campagne électorale sur des thèmes xénophobes.

Il est hors de question de laisser un tel discours se banaliser, même si la télé gouvernementale lui ouvre généreusement ses portes.

Notre responsabilité, c'est d'empêcher la propagation de ces sales slogans dont le seul effet est de diviser les travailleurs par leur race, et d'épargner les patrons licenciés.

Rien n'est plus urgent que de désigner les vrais responsables du chômage, les patrons et le gouvernement. Rien n'est plus urgent que de ressouder les rangs des travailleurs contre eux !

### Le Pen et la solution finale

Le Pen, quand il parle, et il parle souvent, très souvent à la télé et à la radio, propose une solution, un remède miracle à la crise : chasser les immigrés.

Comme si c'était les immigrés qui licencieraient à Peugeot ou dans la navale... Comme si les immigrés n'étaient pas durement touchés par les licenciements, qu'ils soient patronaux ou gouvernementaux.

Cette solution finale n'a rien d'original.

D'autres démagogues, roulant pour le compte de la grande bourgeoisie, ont déjà utilisé le racisme dans la crise, pour retourner les travailleurs contre les immigrés. C'était Hitler, en Allemagne, avant la Deuxième Guerre mondiale... Ce n'était pas les Arabes mais les Juifs qui étaient la cible des racistes de l'époque.

Aujourd'hui, il serait naïf de penser que, puisque Le Pen n'est pas prêt de prendre le pouvoir, il ne faille voir en lui qu'un homme de talent sachant utiliser la télé.

Oui, Le Pen est un danger immédiat, parce que



sés ensemble, dans les ateliers, pour préparer l'action de masse dans l'unité. Cela n'a pas marché. Dans cette usine, les travailleurs immigrés en grand nombre ont été rendus plus que prudents. Ils veulent pour partir en grève que les travailleurs français soient dans le coup avant eux. Les traces des conflits précédents et de celui de Talbot s'inscrivent dorénavant négativement dans la mémoire ouvrière.

Les tactiques syndicales rencontrent la défiance. Défiance à l'égard de la CGT pour ses actions qui apparaissent des opérations politiques. La direction de la CGT semble mener une guerre privée contre la direction Besse et le gouvernement sans

Citroën, ont été employées pour en découdre, physiquement.

Les listes présentées à la signature contre la grève, la mobilisation en commandos de l'encadrement et de la maîtrise au Mans et à Billancourt, laissent augurer d'une guerre de classes à Renault.

Pour la première fois, avec l'aide des syndicats CFTC et CGC, des cadres et de la maîtrise, le P-DG Besse a pris le parti de l'affrontement direct avec les ouvriers et les syndicats.

Le meeting du Mans, organisé par le directeur de l'usine, les manifestations de non-grévistes sont autant de répétitions avant l'assaut général à venir sur l'emploi. Rendez-vous et groupes



## SAPEURS-POMPIERS

# Lorient, bouc émissaire

*La dissolution du corps de sapeurs-pompiers de Lorient par le ministre de l'Intérieur, Pierre Joxe, vise à faire l'exemple pour empêcher les pompiers de revendiquer.*

Le gouvernement s'est servi du corps de sapeurs-pompiers de Lorient comme d'un bouc émissaire. Sa dissolution vise à museler les dix-huit mille sapeurs-pompiers professionnels en exercice en France aujourd'hui. Cette mesure n'est prévue dans les statuts que « si l'incompétence du corps est reconnue ». Il n'est pas fait allusion dans ce règlement à d'éventuelles manifestations... Mais Joxe ne supportait pas les pompiers qui revendiquent.

A Lorient, lors de la visite de François Mitterrand, les pompiers manifestaient en tenue de travail (dites « de feu ») pour montrer leur mécontentement face à un gouvernement qui refuse de satisfaire leurs revendications. Ils ont été violemment chargés par les CRS, alors qu'ils n'avaient aucunement franchi les « barrières de sécurité ». Un film tourné par FR 3 Bretagne en fait la preuve et démontre que — contrairement à ce qui a été diffusé sur Antenne 2 le soir de la mani-

festation — ce sont les CRS qui ont cherché l'affrontement avec les sapeurs-pompiers. La dissolution du corps de Lorient a été votée par le conseil municipal, à l'exception des élus communistes, qui avaient envoyé avant le vote une lettre au maire désapprouvant son attitude.

Depuis plusieurs années, les sapeurs-pompiers mènent des actions diverses : refus d'assurer les spectacles, refus d'assister aux cérémonies religieuses allant à l'encontre des idées d'une grande majorité de sapeurs-pompiers, refus des défilés à caractère militaire, refus de se mettre en cuir et casque à l'appel du matin...

La CGT des pompiers se bat entre autres pour faire supprimer les acheminements entretenus par les officiers tels que les grades et les appella-

tions militaires. A la base, les pompiers en ont ras le bol de la cérémonie du « garde-à-vous » le matin à l'appel. Ils ne veulent plus être apparentés aux militaires, mais à des agents communaux à part entière. Ils dépendent, d'ailleurs, du ministère de l'Intérieur et non de celui des Armées.

Un mouvement de soutien se développe aujourd'hui pour obtenir la réintégration totale des quatre-vingt-onze pompiers de Lorient. Une distribution massive de tracts dans toute la France a été faite le 17 octobre. Des manifestations sont prévues devant le ministère de l'Intérieur. D'autres actions sont envisagées, jusqu'à la réintégration des pompiers de Lorient.

Correspondant

## PTT

# Huit numéros en dérangement

*Mouvements de grève dans les télécommunications ces dernières semaines à la veille du 25 octobre, jour J. Un petit air de grève SNCF dans l'air.*

Journée historique pour les télécommunications le 25 : les numéros de téléphone passent à huit chiffres. Tous les centraux téléphoniques « basculeront » en quelques minutes de nuit. « Le monde nous regarde, explique la direction des télécommunications à ses agents, nous ne devons pas échouer, faisons corps. » La DGT a en effet quelques problèmes. Le 27 septembre, jour de répétition du « grand jour » du 25 octobre, 50 % des centres de télécommunications de Parisville étaient en grève (un tiers du

réseau), 200 centres sur 1 800 nationalement étaient en lutte et boycottaient les essais. Car cette première mondiale dont tout le personnel des télécoms a permis et permettra la mise en œuvre ne sera rétribuée par une prime de mille francs que pour 30 % du personnel, sélectionnés pour l'opération. Certaines directions de réseaux n'ont même pas demandé assez de primes à la DGT, et proposent aux agents concernés de « partager les primes entre eux »...

Devant cette provocation, la

grève des agents des télécoms du 27 avait un petit air de grève SNCF. Le boycott s'est organisé essentiellement par contact téléphonique entre les centres, à l'initiative des agents. Les fédérations syndicales ont été largement débordées, si ce n'est totalement prises à contre-pied. La CGT avait laissé chaque centre se déterminer quant à la forme de l'action. FO resta complètement muette. La CFDT appelait carrément au boycott du boycott le 27. Haute tension dans la fédération CFDT ! Dans la région parisienne, les syndicats avaient pour leur part, depuis longtemps, préparé l'action. Nationalement, des régions PTT-CFDT telles que le Vaucluse, les Alpes-Maritimes, l'union régionale PTT Marseille, la Seine-Maritime, la Haute-Marne étaient plutôt sur la même

longueur d'ondes : contre la politique de blocage, tous freins serrés, de leur fédération.

Le 17 octobre se tenait sur la région parisienne une assemblée générale de délégués de centre pour faire le bilan du 27 et déterminer l'action pour le 25 octobre. Une minorité de délégués proposait un boycott complet pour cette journée historique. La majorité des participants estima que les conditions n'étaient pas réunies. Une grève minoritaire risquait, entre autres, de laisser les grévistes exposés aux sanctions de la direction. Un préavis de grève de vingt-quatre heures a été déposé par la CFDT dans la région parisienne pour le 25. La CGT a choisi, elle, de concentrer l'action sur le 24 ! Le 25 ne va se passer comme sur des roulettes...

Correspondant

## DUCELLIER (VALEO)

### Le gouvernement matraque

Le gouvernement a envoyé ses CRS pour évacuer les trois usines occupées par des travailleurs en lutte contre les licenciements du trust Valeo (équipement automobile), dans le Val d'Allier, à Issoire, Vergongheon et Sainte-Florine, mardi matin à l'aube. Mardi en fin d'après-midi des manifestations réunissaient plusieurs milliers de personnes à Sainte-Florine et Issoire.

ticipation d'un représentant du FLNKS, d'un militant de Combat ouvrier (organisation sœur de LO aux Antilles) et Daniel Bensaïd, membre du secrétariat de la IV<sup>e</sup> Internationale. Seule note sombre, hélas, le sectarisme impénitent de nos camarades de LO et de Combat ouvrier à l'égard de tous les courants révolutionnaires internationaux qui ne bénéficient pas de l'étiquette « marxistes révolutionnaires ».

Signalons enfin l'organisation de débats par la librairie de la LCR autour du « polar » avec M. Naudy (toulousain), autour du livre *la Graine rouge* avec son auteur, Jules Fourrier, ancien député communiste du Front populaire.

La fête a confirmé à Toulouse l'existence d'un large courant. Il est bien vivant et ne baisse pas les bras !

## RIBOUD JEAN

### Eloge funèbre d'un P-DG

Impressionnant ce concert de louanges émues et déférentes qui s'est répandu dans les mass-média, de gauche à droite — l'Humanité exceptée — à la mort de Jean Riboud, président de Schlumberger, frère d'Antoine, P-DG de BSN-Gervais-Danone et ami intime de François Mitterrand. « Jean Riboud n'est plus et le patronat français vient de perdre l'une de ses personnalités les plus importantes, une de celles qui a sans doute le plus contribué à maintenir un équilibre toujours fragile, mais nécessaire entre le pouvoir politique et le pouvoir économique », lit-on dans le *Quotidien de Paris*. « Pendant près de quatre ans, ces dernières années j'ai aimé cet homme », nous confie Serge July dans *Libération*.

Nous décrivons une partie des influences de Jean Riboud et de ses semblables dans le dossier de *Critique communiste* de ce mois « Voyage au sein du grand patronat mitterrandiste ».

Sa mort et l'éloge funèbre unanime des médias illustrent l'étendue des pouvoirs de la classe dirigeante : il est total. Dans les affaires, comme sur les ondes...

## SIDERURGIE

### De nouvelles menaces

Les menaces se précisent à nouveau dans la sidérurgie lorraine. Les quatre derniers jours d'octobre seront chômés dans les trains à fil de Gandrange, Neuves-Maisons et Longwy. Perte d'argent, mais aussi inquiétudes face à l'avenir : tel est le lot des sidérurgistes lorrains dans cette affaire. Il y a eu réaction dans l'unité CGT, CFDT à Gandrange avec un débrayage le 16 octobre. Par contre, à Longwy pas d'action unitaire : la CGT a préféré s'affirmer seule, la CGC a organisé une autre action dans son coin. Une fois de plus, ce n'est pas l'intérêt des travailleurs qui a prévalu mais les divisions syndicales et les intérêts de boutique. Pourtant l'enjeu est de taille : il y va de l'avenir du train à fil de Longwy, menacé si l'an prochain les patrons n'estiment pas leur profit suffisant. Comme pour la filière fonte, ils parlent de « haut-fourneau social », maintenu pour éviter de nouvelles explosions de colère. On voit ce que cela peut signifier pour Longwy où il reste encore trois mille sidérurgistes : bientôt l'horizon des mille deux cents ?

Par ailleurs, la SAFE d'Hagondage était en grève de vingt-quatre heures, le 21 octobre, contre le plan Ascometal, à l'appel de la CGT, la CFDT, la CFTC, contre trois cent cinquante suppressions d'emplois prévues. Nous reviendrons prochainement dans *Rouge* sur la situation en Lorraine, dix-huit mois après le « plan acier ».

## TOULOUSE

### Fête LO-LCR : un succès

Plus de mille entrées à la première fête LCR-LO à Toulouse. Un succès important pour les militants révolutionnaires qui s'étaient dépensés sans compter pour la préparer. Le parc où elle se déroulait formait un cadre agréable. Le temps était magnifique. On pouvait écouter et regarder des spectacles réussis tels que celui du chanteur occitan Eri Fraj, les ballets congolais... Le dimanche après-midi, un grand banquet réunissait plus de quatre cents personnes. On a revu beaucoup d'anciens militants.

Plusieurs débats étaient animés par les deux organisations : la lutte contre le racisme, les révolutionnaires et le PCF, leurs perspectives dans la situation actuelle. Ils furent suivis par de nombreux participants. Plusieurs centaines de personnes assistèrent au meeting central LCR-LO, deux cents personnes au meeting international qui fut un grand moment de la fête avec la par-

## Communiqué

Les directions de la Gauche autogestionnaire Lorraine-Champagne et de la Ligue communiste révolutionnaire se sont rencontrées le 16 octobre 1985 à Bar-le-Duc. Cette réunion s'inscrit dans la continuité des rapports fraternels établis entre les deux organisations et d'approches politiques convergentes. Celles-ci s'étaient concrétisées en particulier par un appel politique commun diffusé dans la région Lorraine-Champagne. La dernière rencontre a permis de confirmer ces convergences en ce qui concerne la compréhension de la situation politique et la nécessité de travailler à la recomposition du mouvement ouvrier pour affirmer une force anticapitaliste.

# Une mutuelle comble

Une salle comble, attentive et militante : à l'évidence, le meeting de rentrée de la LCR le 17 octobre fut une réussite complète.

A moins de six mois des élections législatives et régionales de 1986, sympathisants, travailleurs révolutionnaires, militants d'autres organisations d'extrême gauche étaient venus faire le point de la situation, entendre les propositions de la Ligue et préparer ensemble les prochaines échéances.

Dans le cadre de la politique visant au rassemblement des courants, militants et organisations étrangères aux mille capitulations des partis traditionnels, des représentants des organisations nationales se situant à gauche de la gauche avaient été invités à s'exprimer. Non dans un souci diplomatique ou formel, comme devait le rappeler dans son introduction notre camarade Christian Picquet : « Des désaccords, parfois importants, nous séparent et nul ne songe à les dissimuler. Mais nous croyons aussi que la confrontation publique, la discussion franche et loyale est encore le meilleur moyen de lever les malentendus, de dépasser les sectarismes, de cerner les véritables divergences, de déterminer les terrains sur lesquels nous pouvons agir et travailler ensemble. »

C'est ainsi qu'intervinrent successivement Pierre Bauby, Jean-Pierre Lemaire, Maurice Lombard et Arlette Laguiller au titre du PAC (ex-PCML), de la FGA, du PSU et de Lutte ouvrière. Des discours dont la franchise provoqua parfois des re-

mous dans la salle, sans toutefois jamais remettre en cause le climat fraternel et détendu qui présidait à cette réunion.

D'emblée, le meeting fut placé sous le signe de l'antiracisme. Vingt-quatre ans jour pour jour après les ratonnades sanglantes d'octobre 1961 à Paris, au moment où s'affirmait derrière Le Pen un courant raciste et fascisant, c'est à Pierre François, de la direction nationale des JCR que revint la charge d'ouvrir la réunion et de parler des mobilisations auxquelles la jeunesse prend une part croissante. Notre camarade devait tout particulièrement insister sur la nécessité de l'unité pour que se tienne, à la fin de l'année, une seule marche antiraciste dans la capitale.

Et, comme de l'antiracisme à l'anticolonialisme il n'y a qu'un pas que la LCR s'est toujours honoré de franchir, il était naturel que la place d'honneur de ce meeting soit réservée au FLNKS. Son représentant en France, Jimmy Ounei, reçut une véritable ovation lorsque, de la tribune, il résuma les perspectives du mouvement indépendantiste. A signaler la présence dans la salle d'une forte délégation de militants kanaks, parmi lesquels on remarquait Hnalaine Ureguei, ancien représentant en France du FLNKS et actuel animateur de l'hebdomadaire *Bvenandou*.

Après toutes ces interventions, Alain Krivine devait, répondre aux orateurs précédents et resumer notre orientation.

R.D.



## Alain Krivine: « Jeter les jalons d'un rassemblement de combat »

Aujourd'hui, le mouvement ouvrier français connaît un véritable seisme ainsi qu'un discrédit grandissant pour toutes ses organisations. Des dizaines de milliers de gens se retrouvent dans la nature. Nous savons que beaucoup d'en-

tre eux sont démoralisés mais nous savons aussi que beaucoup sont prêts à se mobiliser. Nous les côtoyons tous dans les batailles syndicales, les campagnes antiracistes et antifascistes ou dans les meetings pour la Kanaky. Mais est-ce suffisant pour peser sur la situation? Peut-on rester isolé chacun dans son comité, dans son syndicat ou tout simplement nulle part?

Ce que nous voulons et proposons, c'est de rassembler toutes ces énergies et de se donner les moyens d'agir ensemble. Soyons francs, tout le monde sait que nous construisons la LCR et que nous voulons aider à la construction, demain, d'un grand parti des travailleurs. Or, aujourd'hui, beaucoup de travailleurs et de jeunes échaudés par les expériences du PS et du PC, voire de l'extrême gauche, ne veulent pas construire un tel parti, encore moins adhérer à une organisation d'extrême gauche.

Certes, on peut le regretter et je crois même qu'ils ont tort parce que et puisque c'est « l'heure de vérité », on n'aime peut-être pas la LCR, mais souvent on est bien content, dans cette période de reniements, qu'elle existe, on est bien content de voir ses militants se battre dans les entreprises, dans les syndicats sur une ligne de classe, on est bien content de les voir descendre dans la rue contre Le Pen ou pour défendre la Kanaky. Bref, pour certains il faudrait que la Ligue agisse sans exister... C'est dur.

Aujourd'hui, la construction d'un grand parti des travailleurs n'est pas à l'ordre du jour. En revanche aucun obstacle ne doit nous empêcher de travailler en-

semble sur des thèmes et des campagnes communes que sont l'austérité, le racisme, le colonialisme ou le nucléaire. Et déjà toutes ces interventions commencent à fournir une cohérence à la gauche de la gauche officielle. (...)

Nous n'avons aucune illusion sur l'ampleur de ces regroupements. Il s'agit d'un combat où il faudra vaincre le scepticisme, les traditions différentes et les méfiances réciproques. L'absence de

grandes luttes pèsera sur ces collectifs, mais dès aujourd'hui il faut semer les graines pour préparer les combats de demain.

Dans cette voie, le rôle de toutes les organisations ici présentes est important pour aider à la multiplication de ces regroupements et notamment nos camarades de LO. Dire comme Arlette que le parti révolutionnaire sera trotskyste ou ne sera pas ne suffit pas à convaincre tous ces travail-

leurs. Nous avons beaucoup à apporter à ces regroupements, nos analyses, nos perspectives, notre programme mais pas en agissant en professeur rouge. Car nous avons aussi à apprendre des autres. Il y a des domaines où la LCR a été en retard. Pour ne prendre qu'un exemple, c'est le mouvement des femmes qui nous a interpellé et permis d'enrichir notre programme de toute la dimension féministe. (...)

Les élections de 1986 auraient pu être l'occasion de faire apparaître à l'échelle nationale une force unitaire à la gauche de la gauche. Cela ne sera malheureusement pas possible. Ces élections viennent trop tôt. Cependant, au niveau des régionales, dans plusieurs départements il y aura des listes de collectifs alternatifs. La LCR les soutiendra, aidera à leur constitution. Ces listes représentent l'amorce des regroupements que nous préconisons.

En revanche, au niveau des législatives, les regroupements sont plus rares. Or, il importe pour ces échéances plus importantes politiquement que les régionales se fasse entendre la voix de ceux qui combattent résolument la politique du gouvernement, celle de la droite et du patronat.

A ce jour, LO est la seule organisation prête à assumer une bataille nationale pour les législatives. Ces camarades divergent avec nous sur la possibilité et la nécessité de créer une force unitaire alternative dans ce pays... C'est leur droit et nous continuerons de débattre avec eux pour qu'ils participent avec nous à sa création. En revanche, avec LO, il n'y a que peu de désaccords sur ce qu'il faut dire à l'occasion de ces

élections. (...) Depuis des années nous avons des rapports fraternels avec LO, nous menons un débat sans concession et chaque fois qu'il est possible nous sommes unis dans l'action. Voilà pourquoi nous devons aller ensemble aux législatives et présenter des listes communes. Voilà pourquoi face au désarroi actuel et à la tentation du vote utile pour le PS, il faut ensemble faire la démonstration que le seul vote utile pour les travailleurs, c'est le vote pour ceux qui refusent de capituler devant la droite et le patronat. (...)

Jeter les premiers jalons d'un rassemblement pour le combat, rassembler toutes les forces anticapitalistes et redonner ainsi confiance aux travailleurs, avancer pour aller demain vers la construction d'un grand parti des travailleurs : voilà les objectifs que se fixe la LCR.



Jimmy Ounei, représentant du FLNKS en France, devant une salle solidaire de la lutte du peuple kanak

## Jean-Pierre Lemaire ( FGA ) :

### « Des regroupements fédéralistes et pluralistes »

(...) C'est à une crise sans précédent du mouvement ouvrier que nous assistons. A une crise qui n'est pas seulement celle des directions ouvrières mais aussi et plus profondément une crise d'identité (...)

Nous devons d'abord reconstruire un projet de transformation qui soit à la fois crédible et radical : un projet novateur et acceptable par le plus grand nombre. (...) Ayons le courage de dire adieu au gauchisme, ayons aussi le courage de rompre avec certaines certitudes du

passé. Bien sûr, tout n'a pas été mauvais dans l'extrême gauche d'après 1968, bien des acquis restent utiles pour demain mais bien des réponses anciennes sont inadéquates. (...)

Nous devons ensuite faire émerger une force politique nouvelle capable de porter une alternative. (...)

Pour notre part, nous y sommes prêts, nous sommes prêts à discuter et à envisager toutes les formules possibles sans préalable ni exclusive. (...) Cela a des conséquences (...) sur la manière

de faire de la politique aujourd'hui, en développant une nouvelle culture politique et militante moins figée, plus pragmatique.

Nous pensons ensuite que le mode d'organisation centralisée héritée du leninisme ou de la social-démocratie s'avère incapable d'exprimer toute la diversité du mouvement social. Nous préférons les regroupements fédéralistes, pluralistes et respectueux des engagements de chacun.

## Maurice Lombard ( PSU ) :

### « Une convergence alternative, écologiste et autogestionnaire »

(...) Lors de son conseil national de Saint-Denis, en juin dernier, le PSU s'est clairement prononcé en faveur d'une convergence alternative, écologiste et autogestionnaire.

En effet, dans toutes les régions de l'hexagone, des hommes et des femmes sont chaque jour plus nombreux à être confrontés, souvent de façon dramatique et désespérée, aux effets de la crise.

Avant qu'il ne soit trop tard,

qu'aux déceptions engendrées par un gouvernement dit « de gauche » ne succèdent les agressions tous azimuts de la droite et du patronat victorieux, il est encore temps de faire converger ceux qui, ne renonçant pas, innovent, réfléchissent et proposent.

En ce sens, les expériences menées en commun dans une vingtaine de départements sont positives.

C'est par le travail en com-

mun dans les quartiers et dans les entreprises, sans sectarisme mais aussi sans certitudes, qu'une force nouvelle peut petit à petit émerger. (...)

En voyant la Mutualité ce soir, je me dis que l'espoir renait, que l'espoir est présent et paraissant un certain Laurent j'ai envie de dire : Oui, nous avons besoin de toi Arlette, oui, nous avons besoin de toi Alain, oui, nous avons besoin de toi Pierre !

## Arlette Laguiller ( LO )

### « C'est dans les périodes de recul que les militants se trempent »

(...) Nous sommes convaincus qu'il est utopique et faux de chercher une recomposition du mouvement ouvrier parmi les divers courants écologistes, féministes, pacifistes, antiracistes, régionalistes qui sont peut-être sur la frange du mouvement ouvrier mais n'y appartiennent pas. (...)

De la désaffection présente des travailleurs à l'égard de la politique, certains concluent qu'il faut innover, en un mot trouver dans d'autres luttes que dans la lutte de classe du prolétariat un moteur à l'histoire. C'est une des caractéristiques de toute période de recul que de faire naître des vocations de théoriciens novateurs. (...)

Ce qui est devenu caduc, c'est la façon dont la petite bourgeoisie intellectuelle radicale de 1968 voyait le socialisme, la révolution et la lutte des classes,

c'est-à-dire justement sans le prolétariat. (...)

La période présente, ne nous faisons pas d'illusions, n'est pas propice aux rassemblements même minoritaires. Elle est plutôt génératrice de scissions et ce sera sans doute pire après mars 1986. Mais, en revanche, c'est une période où l'on peut recruter individuellement pour la révolution, des travailleurs conscients qui dans le Parti communiste, dans le Parti socialiste se posent des questions. (...) Et nous ne pouvons apporter à ceux-là une réponse satisfaisante que sur la base de l'intégralité de nos idées (...).

C'est plus difficile mais aussi plus riche pour l'avenir (...) que de faire l'article sur une plateforme de compromis qui n'intéresse ni ceux qui sont révolutionnaires ni ceux qui ne le sont pas.

Les échéances électorales à venir sont une péripétie mais nous ne devons pas les négliger (...). Il faut que l'extrême gauche révolutionnaire se présente, sous son propre drapeau. Cela ne nous vaudra certainement pas des succès électoraux.

Si nous voulons vraiment recruter pour la révolution socialiste, en particulier dans la classe ouvrière (...), alors nous contribuerons à changer le rapport de forces entre réformistes et révolutionnaires pour le futur (...).

Et malgré le recul momentané du mouvement ouvrier, nous pourrions peut-être jeter les bases d'un réel parti révolutionnaire prolétarien car ce n'est pas dans les périodes de montée mais dans celles de recul que les militants comme les partis révolutionnaires se créent et se trempent.

## Pierre Bauby ( PAC ) :

### « Rechercher ce qui peut rassembler »

(...) Certes, dans le mouvement de la jeunesse, dans le mouvement militant issu de Mai 68 et des luttes de l'après 68, dans les grandes organisations politiques, syndicales ou associatives, des éléments nouveaux porteurs d'avenir tendent à se développer mais continuent à être ténus et fragiles. Nous n'avons pas touché le fond de la crise du mouvement ouvrier et populaire. Les forces du capital ne recherchent pas aujourd'hui un nouveau compromis mais une victoire sur toute la ligne. (...)

Cette aggravation de la situation impose de forger une alternative politique. C'est-à-dire tout à la fois définir une autre politique, mettre en œuvre une autre façon de la faire, s'attaquer à l'élaboration d'un nouveau

modèle de changement. Tâche ambitieuse et de longue haleine qui dépasse et de loin l'échéance de 1986. (...)

Forger une alternative politique, c'est autre chose que d'emballer nos anciennes orientations d'un tissu rouge tout neuf. (...) C'est rejeter les pratiques politiques, l'hégémonisme, les exclusives, les manœuvres d'appareil, c'est rechercher ce qui peut rassembler dans le respect de la diversité des origines, aspirations et modes de combat. C'est briser la logique de minorisation, d'éclatement, de division, de renforcement jaloux de l'originalité de chacun. C'est vouloir participer au renouveau et à la recomposition d'ensemble du mouvement ouvrier et populaire. (...)

# Un budget de classe

Les tableaux 1 et 2 illustrent la répartition des recettes et des dépenses du budget en cours (1985). Ils donnent déjà une idée du projet 1986. Les impôts des particuliers et des entreprises seront encore réduits, le désengagement de l'Etat (crédits à l'industrie) sera fortement accentué, les dépenses publiques à nouveau comprimées (tableau 3). Un budget de classe quoi !

## Des recettes sélectives (tableau 1)

● L'impôt sur le revenu représente à peine le cinquième des recettes fiscales. C'est l'un des plus faibles des pays industrialisés : 5,72 % du PIB en 1981, contre 10,84 % en RFA, 10,96 % en Grande-Bretagne, 11,76 % aux USA... 80 % de son montant est basé sur les revenus salariés. On note la part ridicule de l'impôt sur la fortune (IGF) : 0,5 %. La richesse est toujours épargnée. D'autant plus que la fortune en France est très concentrée. 50 % des ménages ne détiennent que 5 % du patrimoine national. Les 5 % des ménages les plus fortunés détiennent, eux 40 % des richesses nationales en biens mobiliers (actions et obligations), immobiliers (immeubles, terrains), fonds de commerce... Une minorité d'entre cette minorité, 141 « contribuables », détient un patrimoine de plus de cent millions chacun (Dont l'essentiel est constitué d'actions, ce sont en quelque sorte ceux qui possèdent, contrôlent en dernier ressort l'appareil productif...) Et tous ces braves gens contribuent pour 0,5 % aux recettes de l'Etat.

● L'impôt sur les sociétés, merci pour elles, n'a par contre cessé de diminuer et de bénéficier d'exonérations, diminutions et autres abattements... depuis Giscard. Bérégovoy fait encore mieux avec le fameux « carry back » (report en arrière des pertes) qui permet de récupérer des impôts payés sur les bénéfices des années précédentes.

● L'impôt sur la consommation des ménages, la TVA, représente par contre une bonne part des recettes de l'Etat. Le double de l'impôt sur le revenu ! Les ménages populaires en font d'abord les frais. Car la TVA est identique, que votre salaire soit égal au SMIC ou dix fois supérieur à celui-ci, lorsque vous achetez un poste de télé... ou un fil à couper le beurre !

Les dépenses (tableau 2) sont évidemment conditionnées par les recettes. Lorsqu'on veut épargner ceux qui possèdent la plus grande part du patrimoine, difficile de faire des miracles.

● L'industrie, le transport et le logement se voyaient attribuer en 1985 moins de crédits que l'armée. Et la différence, le fossé se creusera

encore de manière significative en 1986.

● La dette publique, dont les indemnités versées aux actionnaires des entreprises nationalisées qui rassemblent ces fonds aujourd'hui pour racheter des actions en cas de dénationalisations, sont en hausse.

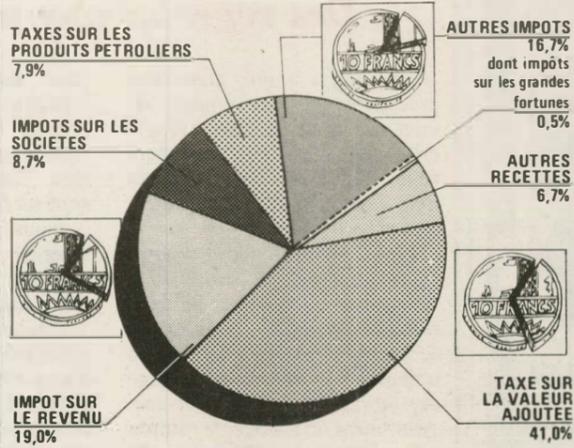
● Le budget des services publics déjà comprimé en 1985 (5 454 emplois en moins) continuera de l'être en 1986 (4 333 emplois supprimés).

● La part du secteur social est réduite. Certains coûts, la sectorisation psychiatrique par exemple, sont reportés sur le budget de la sécurité sociale.

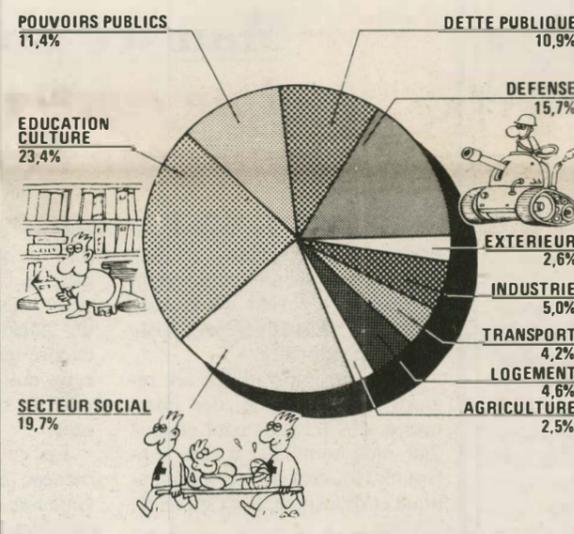
● Signalons, enfin, que la part de l'Education, qui paraît importante à première vue, comprend évidemment les crédits à l'école privée... et restera trop juste pour l'éducation publique, chaque parent d'élève vous le dira.

Le tout peut être au fond résumé en deux phrases. Question impôt : les riches n'ont pas à se plaindre. Question budget : le gouvernement préfère toujours fabriquer des bombes que créer des emplois.

## 1985 Les recettes



## 1985 Les dépenses



Bérégovoy défendant son budget devant l'Assemblée nationale

## Le budget 1986

### Le projet de budget pour 1986 en quelques chiffres

#### DEPENSES

1.036 milliards de francs  
(+ 4,1 % en francs courants, + 0,3 % en francs constants)

dont : Redéploiement industriel ..... - 16,0 %  
Défense ..... + 5,3 %  
Transports ..... - 3,0 %  
Intérieur ..... + 22,0 %  
Justice ..... + 9,0 %  
Debtte publique ..... + 14,0 %  
Dotations aux entreprises publiques - 18,0 %

#### RECETTES

891 milliards de francs

dont : Impôt sur les sociétés :  
- 5 points pour les bénéfices réinvestis  
Impôt sur le revenu : - 3 %  
TVA : la TVA sur la redevance télé passe de 18 % à 7 %

# Les compliments du patronat

« La politique menée depuis deux ans a fait quelques pas dans la bonne direction, a obtenu quelques résultats, (...) il faut accélérer l'orientation suivie... » Le CNPF adressait ainsi ses compliments au gouvernement, mardi 22 octobre, quelques jours après le vote du budget au Parlement. Il présentait du même coup les mesures économiques qu'il préconise pour l'après-1986. Tout un programme ! Qui ne peut qu'accroître les ravages de la crise dont les travailleurs font déjà les frais.

« Courageux, mais insuffisant » : la sentence du CNPF est balancée. Pas de critique de front à l'égard de la politique du gouvernement Fabius, mais un programme pour la prochaine législature, dans la continuité de « la politique actuelle en accélérant les rythmes et l'ampleur des réformes déjà engagées ».

A l'orée de la campagne électorale, le patronat fixe le programme du futur gouvernement, quel que soit le résultat des élections. La chanson n'est pas nouvelle. Allègement des charges fiscales et sociales ; réduction des prélèvements obligatoires d'un point par an pendant trois ans ; diminution des dépenses

publiques (suppression de trente mille postes de fonctionnaires annuellement), privatisation de « certains actifs » de l'Etat ; stimulation de la recherche, de la formation et de la modernisation des équipements des entreprises, souplesse et flexibilité aux postes de commande dans les usines et les bureaux.

### Les félicitations du CNPF

Bref ! Un vrai programme de cohabitation ! de quoi conforter Jacques Chirac, sans faire trop de peine à Laurent Fabius ou Michel Rocard. De quoi aggraver, par contre, les conditions de vie des travailleurs, déjà sérieusement dégradées par les deux dernières années de politique économique et budgétaire dont se félicitent le

CNPF et le gouvernement Fabius ! Les statistiques officielles, tombées en avalanche en même temps que Pierre Bérégovoy présentait son budget en témoignent. Elles indiquent une « légère reprise » marquée par l'accroissement des disparités sociales et la « stabilisation » de la précarité de l'emploi et des ressources pour les plus défavorisés. C'est le premier effet de la politique budgétaire mise en œuvre par le gouvernement en 1985 comme en 1986.

Le Produit intérieur brut marchand (PIB) s'est accru de 0,9 % au second semestre 1985, après un recul de 0,2 % au premier. La demande intérieure « reste forte » : 0,5 %, après la « flambée » de 1,5 % l'hiver dernier. Les carnets de commande de l'industrie se regonflent, la production reprend du souffle, automobile

exceptée. La consommation de produits manufacturés a progressé de 2,5 % au premier semestre de cette année au lieu des 1 % prévus. Les achats de biens durables (équipements ménagers, audiovisuels) se portent bien. Signe indiscutable de reprise, enfin : le déficit du commerce extérieur en septembre s'élève à 2,6 milliards de francs, indiquant une accélération des importations de biens de consommation et d'équipement. La santé des entreprises s'améliore : l'indice officiel du profit (excédent brut d'exploitation) augmente de 4,4 % sur la pente qui le ramène, depuis deux ans, à son niveau des années 1972-1973.

Cette légère embellie est simplement le produit des réductions de l'impôt des

# Droite : toujours plus !

*Gauche-droite, blanc-bonnet, bonnet-blanc serait-on tenté de conclure à la lecture des débats entre les deux adversaires, concernant le dernier budget présenté par Pierre Bérégovoy. Comme nous le notions dans « Rouge » du 26 septembre, « l'opposition n'a guère aujourd'hui de solution de rechange ». Elle n'a pas proposé de politique budgétaire alternative à celle de la majorité. Elle a, ceci dit, d'autres coups tordus en poche.*

Barre est resté muet lors du débat sur le budget 1986 à l'Assemblée nationale. Il s'est contenté, dans sa lettre mensuelle *Faits et arguments* de contester les estimations chiffrées du ministre de l'Economie, Pierre Bérégovoy, en réévaluant les dépenses prévisibles et en minorant les recettes. « *Petit exercice annuel de démolition du budget socialiste un peu plus difficile qu'à l'ordinaire* », note avec humour le journal financier *la Tribune de l'économie*. Giscard, seul « ténor » de l'opposition à prendre la parole au Parlement, s'est fendu d'une seule critique originale (?) : la majorité ayant toutes les chances d'être battue aux prochaines législatives, « *cette loi de finances ne sera pas appliquée. C'est un budget mort-né* ». Il ne s'en félicitait pas moins « *des efforts conduits ici et là pour revenir sur les excès de 1981-1982 et dont certains aspects de ce budget portent la trace* ».

Alors, gauche-droite, blanc-bonnet, bonnet-blanc ? Il suffit de jeter un oeil sur les dernières propositions sociales des porte-parole de la droite pour se convaincre que l'affaire n'est pas si simple... contrairement au thème de

campagne électorale que vient de choisir le PCF.

« *Le Code du travail périmé* », nous annonce Lionel Stoléru, ancien ministre de Giscard, interviewé par *la Tribune de l'économie* du 17 octobre. Il propose quatre mesures immédiates pour « innover ».

« *Envisager sans attendre* » les mesures immédiates sur la flexibilité du temps de travail, qui « *permettraient de déroger la loi* » en attendant la rédaction d'un nouveau Code du travail.

- Supprimer le SMIC, tel qu'il existe à l'heure actuelle, instaurer un SMIC jeunes, inférieur à celui des « adultes » et remplacer celui-ci, à terme, par un revenu familial minimal.

- Supprimer l'autorisation préalable de licenciement.

- Elargir les clauses de représentativité syndicale, en définissant de « *nouveaux critères* » de telle sorte que les organisations autres « *que nos cinq syndicats puissent elles aussi avoir droit de cité* ».

Barre préconisait aussi la « *suppression de l'autorisation administrative de licenciement* » jeudi 17 octobre en présentant son programme devant l'Union des chefs

d'entreprise de progrès. Il développait en prime la panoplie des recettes fiscales qu'il compte appliquer : si l'occasion lui est donnée de revenir au pouvoir.

- Création d'une incitation à l'investissement [la énième pourrait-on dire NDLR] neutre et garantie sur au moins cinq ans.

- Révision en baisse de la taxe professionnelle.

- Exonération de toute fiscalité sur les entreprises qui viennent d'être créées, et ce pendant cinq ans.

« *Si nous voulons que la France face un pas supplémentaire au niveau économique, concluait-il, il faut que l'on s'engage à faire un transfert des charges des entreprises sur les ménages.* » Pas sur tous les ménages, ceci dit. Le professeur Barre est évidemment — comme Le Pen ! — pour « *la suppression de l'im-*

*pôt sur les grandes fortunes* ».

Giscard, pour ne pas être en reste sur son ancien Premier ministre, proposait enfin, le 17 octobre, à l'Assemblée, « *la reprise de la croissance par l'allègement de l'impôt : un transfert net des ressources en direction des entreprises, l'allègement des charges qui pénalisent l'emploi* ».

Si la droite manque d'arguments pour critiquer le dernier budget du gouvernement, elle ne manque pas d'idées, on le voit, pour en renforcer les méfaits prévisibles, par des mesures toutes dirigées contre les travailleurs. Si la gauche nous serre à nouveau la ceinture, la droite en profite pour se préparer à nous tailler un short en plus. Il faudrait apprécier le martyr pour mettre un trait d'égalité entre les deux.

Michel Morel

5 % de la population détient 40 % du patrimoine



particuliers et des sociétés inaugurées dans le dernier budget et reconduites cette année de la suppression du « 1 % sécurité sociale », et du remboursement anticipé de l'emprunt obligataire.

## Disparités accrues

Le taux d'épargne des ménages (les économies...) reste faible : 11,9 % contre 14 % début 1984. Ce qui a été « récupéré » sur l'impôt a donc été dépensé. Ces mesures favorisent au premier chef ceux qui sont déjà favorisés ! Les bas revenus n'en profitent guère, si ce n'est pas du tout. Le coût salarial unitaire dans les entreprises continue de décroître (-0,2 %). En 1984, le taux de salaire horaire ouvrier marque une baisse de pouvoir d'achat de 0,6 %, fait sans précédent sous la V<sup>e</sup> République ! Un simple calcul démontre enfin

les effets tout à fait différents des diminutions d'impôts selon le niveau du revenu imposable. Elles épargneront 142 francs à un célibataire au revenu imposable de 60 000 francs et 3 786 francs à un célibataire dont le salaire imposable est de 400 000 francs ; 92,6 francs à un couple marié avec deux enfants dont les revenus s'élèvent à 100 000 francs, 2 104 francs à celui dont les revenus s'élèvent à 400 000 francs. Il est facile de deviner qui consommera plus, ces économies faites.

## L'emploi toujours au plus bas

Certainement pas les salariés au plus bas de l'échelle. Qui seront également, par ailleurs, les premiers à trinquer en ce qui concerne l'emploi. 240 000 emplois ont été supprimés en 1984, dont 220 000 dans l'industrie : le gouvernement et le

patronat ont mené à bien le gros-œuvre de leur politique de « modernisation ». 25 000 emplois « seulement » auront été supprimés au premier semestre 1985. Un « léger mieux », notent les statistiques officielles, chiffrant la diminution du nombre des demandeurs d'emplois à 41 000, pour 2 383 000 chômeurs recensés en septembre. La réalité est évidemment plus sombre. Le travail précaire, les missions d'intérim et les contrats à durée déterminée se développent. Les entreprises intérimaires annoncent une hausse de 16 % de leur taux d'activité. Les TUC contribuent à voiler les chiffres réels du chômage. Le travail à temps partiel poursuit son essor, les femmes en étant les premières cibles. Le temps partiel féminin représente 46 emplois sur 100 postes créés entre 1970 et 1984. La proportion de travailleurs à temps partiel dans le privé

s'élève à 5,5 %, en hausse de 0,4 % sur l'an dernier, les femmes à temps partiel passent en un an de 10,9 % à 11,8 % (la proportion des hommes demeure stable : 2,2 %).

Le budget présenté par le gouvernement Fabius ne fera que conforter et même accroître ces effets de la crise sur le niveau de vie et la précarité de l'emploi des couches populaires. Quoi d'étonnant lorsque ceux qui possèdent les richesses du pays sont globalement épargnés (voir ci-contre « *Un budget de classe* ») lorsque leur prospérité ne fait que s'accroître, comme en témoigne la santé de la Bourse de Paris depuis trois ans ? Derrière les déclarations de tribune, les effets réels de la politique vantée par notre ministre de l'Economie se ramènent à un seul constat : toujours plus pour ceux qui ont déjà tout, ou presque !

Michel Morel

# Budget, quel budget

Petite devinette pour vérifier si vous êtes perspicaces. Les textes 1 et 2 sont des présentations de budget. Laquelle a été écrite par les services de Barre, Premier ministre en 1981 ? Laquelle par les services de notre ministre de l'Economie Bérégovoy ? Encore plus fort : l'une des deux n'est-elle pas plutôt le modèle de « *budget corrigé* » présenté par l'état-major de Jacques Chirac en cas de victoire électorale en 1986 ? Réponse en bas de la page (nous avons supprimé bien sûr toute date ou expression trop marquée).

1 Ce projet de budget est strict : les dépenses de l'Etat sont maîtrisées, ses interventions limitées en cohérence avec notre politique économique qui vise à stimuler la concurrence et l'esprit d'initiative. Aux pratiques dirigistes d'autrefois s'oppose le goût du risque et de la réussite.

L'efficacité de la gestion de l'Etat conditionne l'acceptation de l'impôt par les citoyens : elle doit être comparée avantageusement à la gestion privée. Les priorités se trouvent vigoureusement affirmées dans quatre domaines : la formation, la recherche, la culture, la sécurité et la modernisation de nos armées et celle des forces de police. Les dépenses militaires connaîtront une augmentation sensible de + 5,4 %.

Afin de consolider la reprise de l'investissement, le gouvernement proposera au Parlement de substituer au régime actuel d'amortissement une réduction du taux de l'impôt sur les sociétés. Après l'introduction du report en arrière des pertes (carry back), cette baisse du taux de l'impôt sur les sociétés marque une inflexion historique de la fiscalité des entreprises qui s'inscrit dans le cadre d'un objectif de renforcement de l'autofinancement des entreprises.

2 Le budget est caractérisé par une compression des charges publiques grâce à des mesures d'économie (suppression de publications administratives, réduction des crédits d'études, réduction du train de vie de l'Etat), à la limitation des créations d'emplois (1890 emplois nets nouveaux en 1981 contre 14 500 en 1980), au blocage, à leur niveau de 1980, des crédits de fonctionnement courants des administrations...

Les choix des actions prioritaires donnent à ce budget un caractère sélectif : accroissement du budget de la Défense de 16,5 % ; en faveur de l'investissement. Cette mesure consiste en une déduction fiscale de 10 % des investissements de l'année ; effort en faveur de la recherche scientifique et technique-agronomie, sciences de la vie, énergies nouvelles et océanologie notamment ; aide et protection de la famille : revalorisation du pouvoir d'achat des allocations familiales et augmentation de 60 % des dotations au titre de l'aide personnalisée au logement...

## Réponse

Le texte 1 présente le budget de cette année et l'extrait encore rédigé de modèle de budget corrigé. C'était un mois avant le 10 mai... l'état-major chiraquien n'a pas présenté le budget Barre en janvier 1981. Quatre ans plus tard, le budget de cette année et l'extrait

VIENT DE PARAÎTRE

85 % DES VOTES KANAKS POUR L'INDEPENDANCE

**KANAKY**

Jean-Marie Tjibaou : « La détermination de notre peuple à acquérir l'indépendance est désormais acquise, il n'y aura pas de retour... »

Le n°0 de *Kanaky*, bulletin de l'Association d'information et de soutien aux droits du peuple kanak (AISDPK) vient de paraître. Daté d'octobre 1985 et vendu 10 francs, il contient un dossier sur les élections régionales du 29 septembre 1985. Commandes à adresser à : AISDPK, 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris (tél : 531 43 38).

## NICARAGUA

## Pas d'hésitations !

L'état d'urgence décrété par le gouvernement nicaraguayen le 15 octobre dernier ne peut plus laisser ignorer la gravité de la situation que connaît le pays.

Les mesures prises sont analogues à celles de 1982, au moment des premières attaques d'envergure de la contre-révolution et qui avaient été levées avant les élections de novembre 1984 : suspension des garanties individuelles mises en place en 1979, du droit de grève, de réunion, d'association et de la liberté de la presse.

Elles constituent une réponse aux difficultés considérables que connaît le pays, notamment les attaques armées incessantes de la contra et également l'agressivité croissante de la hiérarchie catholique et du journal conservateur *La Prensa*. Ceux-ci ne font plus mystère de leurs liens avec la contra et disposent des mêmes énormes moyens que cette dernière : l'appui financier, politique et diplomatique des Etats-Unis.

L'état d'urgence risque d'aviver les contradictions internes du pays. Il est par exemple clair que la suspension du droit de grève touche les secteurs de la population qui sont les principaux défenseurs de la révolution. L'impérialisme y cherchera de nouveaux prétextes pour redoubler ses attaques, accentuer l'isolement international du Nicaragua sandiniste et alimenter la campagne idéologique qu'il a déclenchée contre lui.

Mais les difficultés actuelles comme la campagne de l'impérialisme ne doivent pas nous faire oublier que si, depuis 1982, la situation de la révolution sandiniste s'est aggravée, c'est à l'administration Reagan qu'en revient l'entière responsabilité. C'est elle qui étrangle le développement économique du pays par un blocus et impose à Managua un effort de défense grévant la moitié de son budget.

Depuis plus de trois ans, l'agression ne s'est pas relâchée un seul jour : milliards de crédits accordés à la contra organisée, armée et entraînée par la CIA et le Pentagone : minage des ports, tentatives d'asphyxie économique, d'embargo commercial déclaré en mai dernier, offensive diplomatique pour empêcher toute solution politique au conflit. La première puissance capitaliste mondiale n'a négligé aucun moyen pour empêcher un pays de trois millions d'habitants de choisir librement son mode de développement. Au cours des derniers jours, 4 500 mercenaires, sûrs de recevoir prochainement par le Honduras une partie de l'« aide humanitaire » votée en avril dernier par le Congrès des Etats-Unis, lançaient une attaque en direction d'Esteli.

Ceux qui aujourd'hui en France et ailleurs dans la presse jubilent et se frottent les mains en parlant de dictature n'ont pas eu un mot, à aucun moment, pour dénoncer cette gigantesque entreprise de terrorisme international. Ces renifleurs de Goulag ont toujours démenti, toujours laissé ignorer que le peuple nicaraguayen n'a jamais été aussi libre que depuis 1979, qu'il a connu, en novembre 1984 les premières élections véritables de son histoire, des élections qui pourraient servir d'exemple à bien des « démocraties occidentales » ; c'est au cours de ce processus que les masses populaires ont conquis le droit à l'éducation, à la santé, l'accès à la terre.

Autant de raisons pour nous de ne pas hésiter pour choisir notre camp. Autant de raisons de réitérer notre soutien total et indéfectible à la révolution sandiniste et de nous mobiliser pour sa survie.

Sophie Joanny

## PEROU

## Les masques tombent

Après avoir tenté de faire croire à sa volonté de changer les méthodes de gouvernement, le président de la république péruvienne, Alan Garcia, deux mois après son investiture, montre qu'il ne s'embarrasse pas de scrupules démocratiques.

« Les temps nouveaux sont commencés » : les trente mille habitants de quatre bidonvilles de Lima, dans le district du port de Callao, ont dû apprécier à sa valeur ce slogan gouvernemental placardé sur les murs de la ville quand le 3 octobre au matin 2 500 gardes civils les ont délogés par les armes.

Un mort, quarante-deux blessés dont neuf par balle, une centaine d'arrestations : tel est le bilan de l'affrontement. Les forces de police étaient équipées comme pour une guerre civile : revolvers, mitraillettes, vingt canons, cinq tanks blindés, gaz lacrymogènes et kérosène pour incendier des centaines de baraques de paille et de carton.

## Terreur et répression

Les « pobladores », les sans-logis avaient occupé le 28 juillet dernier, jour de l'investiture du nouveau président de la République, Alan Garcia, ces terrains qui, après avoir appartenu à l'Etat, avaient été vendus à trois sociétés immobilières. Mais elles ont porté plainte, et pendant que les « pobladores » faisaient appel à une médiation de députés de l'APRA et de la Gauche unie (IU)<sup>1</sup>, un juge d'instruction de Callao lançait un ultimatum d'expulsion.

Organisés pour résister,

constitués en assemblée permanente de cent-trois délégués sur un secteur de bidonvilles, les occupants se disaient prêts à accepter le déplacement, à condition qu'on les relogé ailleurs. Mais telle n'est pas la préoccupation du gouvernement décidé, comme l'a annoncé le ministre de l'Intérieur, à s'attaquer aux occupations sauvages de terrain.

## Populisme et démagogie

Alan Garcia, la candidat de l'APRA, élu en avril 1984, avait réussi à créer des illusions auprès d'une partie de la population.

Plusieurs mesures ont été présentées comme symbolique d'un nouveau style : des raids ont été lancés contre les bastions de la cocaïne en Amazonie, cent-vingt six officiers généraux et colonels en relation avec les trafiquants ont été mis à la retraite, dans le cadre d'une réorganisation globale des forces de police. En septembre, le gouvernement a dénoncé le massacre, par les unités de l'armée responsables de la lutte contre-insurrectionnelle, de soixante-neuf paysans dans la région d'Ayacucho, et après enquête procédé à des destitutions dans l'état-major. Prétendant accompagner la lutte militaire contre la guérilla de Sentier



Alan Garcia

lumineux par des mesures politiques, il a mis sur pied une Commission de paix chargée d'étudier une éventuelle amnistie, et une certaine « commission d'experts », qui a prévu des plans de développement régionaux dans les zones centrales en conflit.

Enfin, il a tenu à apparaître comme le garant de l'indépendance nationale : c'est le sens de la réintégration du Pérou dans le Mouvement des non-alignés, de ses prises de position sur la dette extérieure, annonçant que le pays ne rembourserait pas plus de 10 % de ses recettes d'exportation, et de quelques mesures contre le blocage des comptes en dollars pour enrayer les fuites de capitaux, et la résiliation pour renégociation, fin août, des contrats entre l'Etat et les compagnies pétrolières étrangères.

## La logique de la militarisation

C'est donc bien l'affrontement du bidonville de Callao qui a fait tomber les masques. Néanmoins, depuis le mois d'août, le gouvernement a eu d'autres occasions de manifester à plusieurs reprises son souci de ménager l'armée.

Quand la Garde républicaine, le 4 octobre, a massacré dans un incendie à la prison de Lurichango trente détenus en cherchant à effectuer une perquisition, le gouvernement l'a disculpée en prétendant que les prisonniers, membres de Sentier lumineux, s'étaient massacrés entre eux !

Que l'armée est bien toujours la même et que c'est elle qui détient les rênes du pouvoir, c'est ce dont les travailleurs de l'entreprise métallurgique Moraveco ont fait l'expérience. Le 1<sup>er</sup> août, ils ont entrepris une grève de la

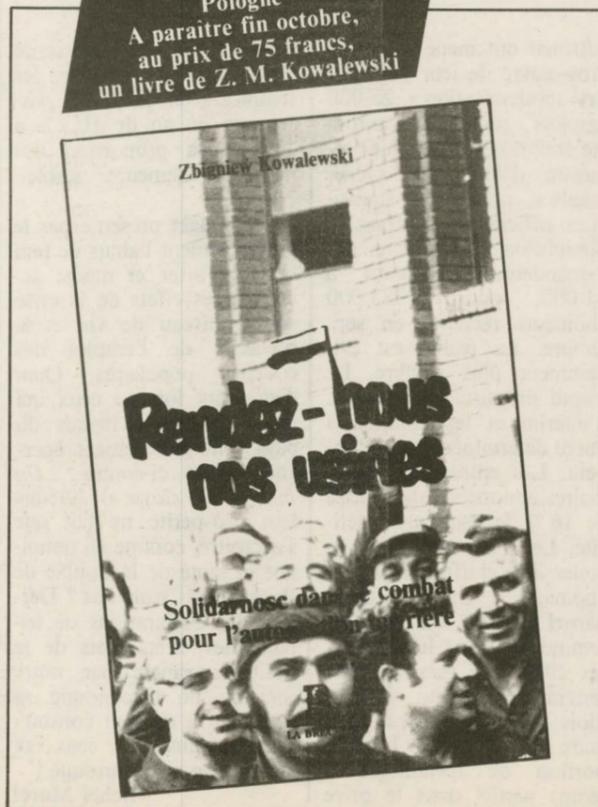
faim, pour lutter contre le transfert à l'armée de l'usine numéro dix fabriquant des véhicules de transport. Ce transfert en effet leur imposerait le statut de réservistes actifs et annulerait leurs droits syndicaux. Expulsés de l'usine par la Garde civile et l'armée, ils ont occupé l'usine numéro trois et ont fait irruption le 25 septembre dans la salle de lecture de l'Assemblée nationale. De violents affrontements ont eu lieu, le 26, à proximité de l'usine occupée avec les unités spéciales de la Garde civile. C'est toute la réponse que le gouvernement a apportée à leurs revendications et les travailleurs ont commencé une grève de la soif.

C'est donc par sa volonté d'éviter toute rupture avec les méthodes antérieures que le nouveau gouvernement se distingue. Les provinces du centre du pays sont toujours militarisées. La « commission d'experts » est composée de militaires en retraite, et la lutte antidroge elle-même passe par une collaboration toujours plus étroite avec l'armée, équipée de matériel de détection sophistiqué venu des Etats-Unis. Sur le plan économique et social, même prudence : un train de mesures d'austérité avec gel des salaires a été annoncé le 5 octobre, et le gouvernement clame bien haut son intention de payer la dette une fois les conditions réunies. « Les Nord-Américains savent que l'APRA est une organisation démocratique puissante, l'unique barrière pour arrêter le communisme dans le pays », a déclaré le Premier ministre, Alva Castro. Tout un programme...

Sophie Joanny

1. APRA : parti au pouvoir. Izquierda Unida (IU) : front d'opposition regroupant les principaux partis de la gauche.

Pologne  
A paraître fin octobre,  
au prix de 75 francs,  
un livre de Z. M. Kowalewski





## POLOGNE

# Des abstentions par millions

*Les élections à la Diète survenant après quatre années d'attaques anti-ouvrières du régime, ont été massivement boycottées. Cependant, c'est le développement des luttes qui pourrait être décisif.*

Appelés le 13 octobre à déposer dans l'urne le bulletin portant la liste des futurs députés à la Diète (parlement), les Polonais se sont une nouvelle fois massivement abstenus. Le gouvernement lui-même reconnaît plus de 21 % d'abstentionnistes contre 25 % en 1984 et moins de 2 % au printemps 1980 (quatre mois avant la vague de grèves qui allait donner vie à Solidarnosc !).

Quant aux estimations du syndicat clandestin, fondées sur une interprétation statistique des observations militantes de la fréquentation des bureaux de votes, elles font état de 34 % d'abstentions. Enfin, c'est dans les grandes concentrations industrielles (Nowa-Huta, Lodz, Gdansk) que le boycott a été le plus massif, alors qu'il était moindre dans les campagnes, avec des exceptions significatives et dans les villes plus « tertiaires » comme Varsovie.

C'est donc entre cinq millions et demi (chiffres gouvernementaux) et presque dix millions (estimations de Solidarnosc) de Polonais qui ont boycotté le plébiscite du général Jaruzelski. Ce qui est significatif vu la pression très forte exercée par mille manières sur les citoyens : le général Premier secrétaire-Premier ministre n'a-t-il pas été jusqu'à faire miroiter une amnistie pour les prisonniers politiques si les consignes de

boycott n'étaient pas suivies... C'est également beaucoup, après quatre années de remise en cause des acquis de la classe ouvrière (dont la baisse de plus de 30 % du salaire réel moyen n'est que l'exemple le plus connu) et alors que de l'avis général, le niveau de l'organisation syndicale dans les entreprises a reculé ces deux dernières années.

## Jaruzelski veut des travailleurs flexibles

Depuis le coup d'Etat de décembre 1981, le régime s'efforce d'accroître l'exploitation de la classe ouvrière afin de pouvoir, en réduisant la consommation intérieure, faire face à la fois aux exigences des banques occidentales et à celles des groupes de pression au sein de la bureaucratie qui réclament plus d'investissements nouveaux.

Le revenu réel des travailleurs s'est effondré, le droit au repos le samedi est largement battu en brèche, le salaire aux pièces se généralise. A l'instar des projets de flexibilité chers aux bourgeois occidentales, le Conseil des ministres polonais a promulgué l'an passé un décret qui rend caduques les protections des ouvriers contenues dans le Code du travail.

Ces attaques se heurtent à la résistance, souvent victorieuse des travailleurs. Ainsi, durant le premier semestre 1985, les salaires ont augmenté plus vite que cela n'avait été prévu dans le plan (mais moins vite que le coût de la vie...) à la suite notamment de nombreuses grèves. Le décret mentionné plus haut n'a pas encore pu être appliqué dans l'ensemble de l'industrie, et même la presse officielle a fait état de l'émotion qu'il soulève parmi les travailleurs. A la filature Général-Walter de Lodz, les ouvrières ont obligé la direction à suspendre l'introduction du travail de nuit le samedi en attendant que la clarté soit faite sur l'interprétation du décret en question.

## Rejet du régime et absence de perspectives

Les luttes ouvrières restent aujourd'hui éclatées car le mouvement syndical clandestin se montre incapable d'avancer des perspectives unifiantes. L'appel à la grève générale pour le 1<sup>er</sup> juillet dernier n'a été que peu suivi ; plusieurs dizaines seulement d'entreprises ont été, à des degrés divers, touchées par la grève selon les estimations les plus optimistes.

L'échec de la voie des réformes structurelles menées pacifiquement par un mouvement social puissant faisant céder pas à pas le pouvoir d'Etat — stratégie partagée par la majorité de la direction de Solidarnosc — est aujourd'hui patent aux yeux de tous. Mais aucune stratégie alternative ne s'est encore imposée au sein du mouvement. En

même temps, la révolution polonaise a marqué de manière durable la conscience des travailleurs, et le rejet du régime est massif et les illusions sur les capacités de la bureaucratie d'améliorer un tant soit peu la vie des gens ont disparu.

C'est la conjonction de ces deux facteurs qui marque la situation politique actuelle. Le boycott massif de la farce électorale et l'absence de mobilisations revendicatives d'ensemble, alors que les grèves sont par ailleurs assez nombreuses, sont les deux manifestations, contradictoires, de cette situation.

Mais certains indices montrent que même en l'absence de perspectives d'ensemble, la généralisation des luttes est aujourd'hui possible. Ainsi au printemps 1985, le régime a dû faire face à une série de grèves dans les entreprises employant majoritairement une main-d'œuvre féminine. Et il a dû céder, en accordant des augmentations salariales sensibles, face à la colère de ces travailleuses surexploitées et sous-payées. Fait significatif : à peine la première concession était connue (à l'usine Rosa-Luxemburg de Varsovie) qu'une grève sur les mêmes revendications démarrait à l'usine Stella de Zyrardow, suivie à son tour par une troisième entreprise également à Zyrardow. Parlant de la politique salariale du régime, un journaliste écrivait récemment dans l'hebdomadaire officiel *Zwie Gospodarcze* : « On peut craindre que cette politique... se heurtera à la barrière du refus social ».

Cyril Smuga

## Le rapport 1984 d'Amnesty International

Le dernier rapport d'Amnesty International fait le point sur les différentes formes de terrorisme d'Etat à travers les cinq continents, au cours de la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1984.

La liste des exactions est tristement répétitive : disparitions, exécutions, détentions sans jugement, tortures et mauvais traitements.

Le recensement des victimes aussi : membres de partis d'opposition, dirigeants d'organisations populaires, ouvrières ou paysannes, religieuses ou humanitaires.

Car à côté de certains régimes dont le caractère répressif fait périodiquement la une de la presse comme le Chili, les Philippines, l'Afrique du Sud et la Turquie, reste un grand nombre de dictatures dont on parle beaucoup moins : au Paraguay, l'état de siège dure depuis trente ans. Au Maroc, les prisonniers politiques sont gardés au secret. En Corée du Sud, le gouvernement s'appuie sur une loi de sécurité nationale pour condamner les opposants à de longues peines de prison.

En Amérique latine, l'armée et les forces de police se livrent couramment à des violences massives, voire à des massacres contre des communautés rurales et indigènes à l'occasion de conflits pour la terre, se mettant ainsi au service des grands propriétaires terriens. La pratique des « disparitions » continue au Salvador, au Guatemala, au Mexique, au Pérou, au Chili et en Colombie.

Dans les pays d'Asie, des milliers de personnes sont détenues sans jugement, souvent depuis de longues années, que ce soit dans des « camps de rééducation », au Laos et au Vietnam, ou dans les prisons de Thaïlande, de Singapour, d'Indonésie, de l'Inde, et de pratiquement tous les pays du continent, où d'autre part la peine de mort est largement pratiquée (près de trois cents exécutions en 1984).

La peine de mort est également en usage dans un grand nombre d'Etats africains, ainsi que des « peines cruelles, inhumaines ou dégradantes », comme l'amputation ou la flagellation au Soudan. Dans plusieurs pays (Tchad, Kenya, Ouganda), les forces gouvernementales se sont livrées à des massacres.

Des centaines de prisonniers d'opinion sont toujours détenus en Union soviétique, ainsi qu'en République démocratique allemande, en Albanie, en Bulgarie, en Pologne et en Yougoslavie.

Dans plusieurs pays d'Europe de l'Ouest (dont la France, la Grèce, l'Italie, la RFA...) sont emprisonnés des objecteurs de conscience au service militaire. Des procédures judiciaires d'exception sont appliquées en Irlande du Nord, en Italie. En Espagne, des prisonniers détenus au secret en vertu de la nouvelle loi antiterroriste ne sont pas protégés contre la torture et les mauvais traitements.

Enfin, les Etats-Unis détiennent le triste record du nombre d'exécutions capitales : en 1984, 21 prisonniers ont été exécutés, et 1 464 attendaient de l'être, chiffre encore jamais atteint...

## URSS

### Un « nouveau look » sur l'asphalte

Nos correspondants à Moscou signalent que des peintures à l'huile anonymes sont apparues sur l'asphalte des grandes artères de la ville : « *Vodka budet, Gorbachev net* » (la vodka sera, ou Gorbachev ne sera pas). Les services municipaux chargés d'effacer ces inscriptions n'ont pas la productivité souhaitée par les autorités. Arrêtés dans des embouteillages incroyables, les Moscovites ont le temps de parler de ladite bouteille, et de trouver le meilleur moyen de se la procurer au marché noir en plein essor.

## BELGIQUE

### 200 000 personnes contre les Cruise

Manifestation pacifique réussie le week-end dernier en Belgique. Deux cent mille personnes ont défilé dans les rues de Bruxelles pour protester contre la présence de seize missiles Cruise installés depuis mars dernier sur la base de Florennes. Les manifestants exigent le démantèlement de ces engins ainsi que l'arrêt du déploiement des quarante-huit autres qui devraient, au terme du programme de l'OTAN, être installés d'ici 1987.

La manifestation était appelée par les trois comités de paix belges et notamment le CNAPD wallon et le VAKA flamand. Elle était soutenue par les socialistes, les communistes, les écologistes et bien

sûr par le POS, section belge de la IV<sup>e</sup> Internationale, ainsi que par le PTB (maoïste). Le succès de ce défilé qui rassemblait essentiellement des jeunes est à noter une semaine après les élections du 13 octobre qui ont conforté la droite au pouvoir.

## GRECE

### Grève contre l'austérité

Le 21 octobre, en Grèce, 900 000 ouvriers et employés des secteurs publics et privés se sont mis en grève, à l'appel de treize centrales syndicales, pour protester contre la politique d'austérité du gouvernement Papandreou et contre le gel des salaires. La grève doit s'étendre le 23 aux employés du port du Pirée et le 24 aux salariés des postes et de l'électricité.

## SUISSE

### Solidarité avec les pays de l'Est

Les comités de solidarité socialiste avec les opposants des pays de l'Est — CSSOP, SOK, PSO (section suisse de la IV<sup>e</sup>), Friedensrat (Conseil pour la paix) et le SCI (Service civil international) — organisent le week-end des 2 et 3 novembre à Berne un symposium de solidarité avec les luttes de l'Est.

Chaque thème sera introduit par des opposants des pays de l'Est. Renseignements et documentation au CHLEEHUS à Berne : tél : 19 41 37 71 59 58.



## Souscription législatives 86

# 2,5 millions de francs

<b>Fédération 93</b>			
Veronique, instit.	50		
Eric, instit.	50		
Michèle, enseignante	100		
Enseignants secondaire	1 000		
René et Marie-Thérèse	200		
Michel	40		
Pierre	100		
Cellule HP, reliquat fête LO-LCR	90		
Françoise	200		
Gilles	150		
Autres contrats militants HP	150		
De la part d'un copain	20		
Un travailleur de l'Alstom Saint-Ouen	100		
A. Cellule PTT Bobigny	50		
<b>Strasbourg</b>	1 000		
<b>Fédération 94</b>			
Cellule Préfecture, sympathisant Villiers	50		
Cellule LEP Vitry, sympathisants	900		
Divers	80		
<b>Sarcelles</b>	100		
<b>Tarbes</b>			
2 contrats militants	100		
Catherine	100		
<b>Rouen</b>			
Jean-Michel	50		
Catherine	60		
Yannick	200		
Francis	80		
Yann	200		
Gaud	300		
Michèle, Elbeuf	150		
M. Sophie, Elbeuf	100		
<b>Tours</b>			
Christian	100		
Dédé, instit	200		
CHR, Jocelyne	150		
Martine et Yves	150		
Michèle	100		
<b>Fédération 91-77</b>			
Cellule EN, braderie	650		
Cellule Santé 77	195		
JP-Mée	200		
JOS	68		
Cellule CEA, fête Orsay	565		
Copains CEA	100		
Copain CEA	100		
Cellule Santé 91	2 000		
Subwater	100		
Divers	850		
SNECMA Villaroche	140		
<b>Levallois</b>			
Fête rouge	1 269		
M.T. Hasta la Victoria	300		
Dominique	200		
<b>Dijon</b>	550		
<b>Longwy-Thionville</b>			
Travailleurs du Trainfil à Longwy	200		
Enseignante de Jarny	1 000		
<b>Metz</b>			
Enseignante	200		
<b>Creil</b>	100		
<b>Montbéliard</b>			
Ouvrière Peugeot	26		
Pierrot, Peugeot-Sochaux	30		
Catherine	100		
« Tous les efforts pour la souscription »	500		
Travailleurs Santé	50		
G.M.	10		
Marie-Jo.	20		
<b>Belfort</b>			
Education surveillée	200		
Métallurgie	11		
Peugeot-Vesoul			
« Un déçu parmi les déçus »	20		
<b>Lyon</b>			
Catherine	100		
Marcel	800		
Claude, sympathisante MSA	100		
Cellule EN : Monique sympathisante	50		
Noël	50		
Gain au Loto	30		
Denise	300		
Joelle	50		
Cellule Chimie	190		
MF	500		
Hélène	150		
Christiane « un petit bonjour de Lyon »			
et... « grosses bises de Montreuil »	50		
<b>Reçu directement à Montreuil</b>			
« Pour la construction d'un petit parti d'action »	700		
R.N., Romans	200		
M.M. Paris	200		
B.J. Paris	250		
T.J.P. Macon	300		
Yves, SNCF Paris	50		
JPL, SNCF Paris			
« Ouvrez les yeux, fermez votre canard »	100		
« Pour la construction d'un parti d'action à la gauche de la gauche réformiste »	3 000		
<b>Total de la semaine</b>	<b>23 394,00</b>		
<b>Total précédent</b>	<b>136 897,50</b>		
<b>Nouveau total</b>	<b>160 291,50</b>		

## MAJORITE DU COMITE CENTRAL

# Maintenir le cap

**P**as facile, la situation : faible niveau des luttes, brouillard idéologique, crise militante. La droite pousse et la gauche encaisse. Alors, faut-il se préparer à une longue traversée du désert, soit en se repliant dans sa coquille, soit en marchant ses idées ? A cette question, la majorité du comité central répond « non ». Pour deux raisons :

1. Les révolutionnaires sont en mesure de jouer un rôle utile dans la remobilisation des travailleurs, comme ce fut le cas à la SNCF récemment. A condition de savoir préparer les luttes, d'être à l'écoute des préoccupations les plus immédiates des gens, de ne jamais se satisfaire de la division et de promouvoir des formes d'action démocratiques. Utiles, les révolutionnaires le sont aussi dans les mobilisations sociales : ils sont notamment des constructeurs dans les structures antiracistes, et leur action présente pour l'organisation d'une seule marche en décembre 1985 n'est pas superflue !

Alors, oui, sans bluff ni illusion sur les perspectives à court terme, la LCR doit maintenir le cap sur l'intervention pratique : c'est à cette condition qu'elle préservera son potentiel pour des temps meilleurs et qu'elle fera entendre ses explications politiques.

2. Attentive à toutes les opportunités de reconstruction d'un rapport de forces

favorable aux travailleurs, jalouse de son capital militant, et soucieuse de consolider son système organisationnel, la LCR se veut simultanément partie prenante de la recomposition du mouvement ouvrier. Quelle recomposition, demandent ceux qui attendent encore la chute de pans entiers du PS et du PC ? N'est-il pas illusoire de miser sur une recomposition dans une situation aussi difficile pour les travailleurs, s'interrogent d'autres ?

En effet, quel contraste entre l'immense expérience politique des dernières années et la minceur du mouvement social : c'est là la raison première de la situation de blocage dans le mouvement ouvrier. Mais la crise interne à celui-ci n'en est pas moins profonde : une CFDT écartelée entre deux ailes d'un poids équivalent, un PCF que son déclin va ramener à un niveau comparable à celui du Front national, des millions d'abstentionnistes de gauche, plus souvent paumés que radicalisés, mais qui cherchent une boussole pour comprendre, une jeunesse qui frémît à l'écart des vieux appareils, un vide énorme créé par la désyndicalisation, tout cela n'a pas été inventé par un cerveau de la Ligue !

Et quoi d'étonnant ? Mai 68, puis le Programme commun, puis la division, puis la victoire électorale, puis les capitulations de la gauche, et au bout un éventuel retour de la droite : toute cette expé-

rience ne laisserait place à rien d'autre qu'au pantouflage et au repli individuel ?

Peut-être que oui, peut-être que non, est-on tenté de répondre. Mais justement parce qu'une course de vitesse est engagée entre décomposition et recomposition, la LCR ne peut rester spectatrice. Tel est le sens de la bataille pour une alternative anticapitaliste. C'est une démarche permanente et active pour créer une dynamique de rassemblement et de politisation de ceux qui ont déjà fait beaucoup de chemin, à la rencontre de qui il faut aller au moment où ils sont tentés de rester au bord de la route. Simple et pratique non ? Il faut simplement préciser de nouveau au terme des débats préparatoires à notre VII<sup>e</sup> Congrès ce qui n'est pas notre démarche. Il ne s'agit ni d'une opération électorale sans lendemain pour noyer les « rouges » dans les « verts », ni d'un projet fumeux de fédérer les mouvements sociaux comme le PSU y a lamentablement échoué dans le passé.

Et à ceux qui pourraient craindre ou au contraire espérer que la Ligue dilue ses frontières, nous n'apportons pas seulement un démenti de léninistes convaincus mais aussi la réalité d'une organisation vivante : aux autres de démontrer qu'ils ont mieux à proposer !

Entre le repli et la fuite en avant, la majorité du comité central maintient le cap. C'est la condition pour conduire une

**Le VII<sup>e</sup> Congrès de la LCR se tiendra les 31 octobre, 1<sup>er</sup>, 2 et 3 novembre 1985. Les militants et militantes de la LCR sont appelés à débattre de la situation découlant de cinq ans de gouvernement de gauche et des tâches qui en résultent pour les révolutionnaires, tout particulièrement à l'approche des élections de mars 1986.**

**Ces questions, au-delà des militants de notre organisation, intéressent des milliers de travailleurs. C'est pourquoi, n'ayant rien à cacher de nos discussions, nous avons publié dans un numéro spécial de Critique communiste les projets de thèses soumis au vote de notre congrès. C'est pourquoi aussi, nous ouvrons dans ces colonnes une tribune de discussion où s'exprimeront les quatre grandes positions ou tendances qui se sont dégagées au sein du comité central.**

campagne politique offensive en mars 1986 : contre l'austérité et le chômage, pour l'égalité des droits entre Français et immigrés pour l'indépendance kanak, contre la force de frappe. Une campagne que la LCR veut mener avec les collectifs militants dans les départements, comme avec Lutte ouvrière, qui entretient avec la LCR des relations privilégiées.

Une discussion démocratique, publique, exemplaire au moins dans sa forme, va s'achever. Une campagne s'ouvre, qui doit mobiliser toutes les énergies.

N.J. (Paris)

# Jad, peintre et pacifiste

**Manifestation insolite que celle qui eu lieu à Rouen, le 14 septembre, au moment même où Mitterrand visitait le centre d'essais atomiques de Mururoa. Portés par des militants, une dizaine de tableaux dénonçant l'apocalypse nucléaire et l'oppression coloniale en Polynésie ont parcouru les rues. La manifestation avait reçu le soutien d'associations pacifistes, libertaires, de solidarité avec le peuple kanak, des Verts, de la LCR, du PSU... Les tableaux étaient de Jad. Nous l'avons rencontré.**

Couleurs violentes, croix et phallus, symboles de l'oppression religieuse et sexuelle, croix gammées, sigles nucléaires, scènes inspirées de photos de guerre, les tableaux de Jad provoquent le public. Manifestants et spectateurs ne peuvent rester indifférents. Et c'est bien la volonté de Jad qui parcourt le monde depuis six ans, présentant ses œuvres et participant à de multiples manifestations pacifistes.

On a pu le voir à Hiroshima, défiler avec quarante mille étudiants contre la

bombe. Il a exposé ses œuvres à Washington devant la Maison Blanche. Il les a montrées en Australie, en Nouvelle-Zélande et dans les grands rassemblements pacifistes européens. Depuis cette année, il parcourt la France. De passage à Rouen, d'où il est originaire, il y a exposé l'ensemble de ses œuvres, car Jad peint aussi des tableaux abstraits.

Adolescent, Jad peignait des toiles d'inspiration surréaliste, de la peinture automatique. Puis comme il

fallait bien vivre, il est devenu dessinateur industriel.

« Je n'y ai jamais été à l'aise. Le jour où je me suis aperçu qu'un plan sur lequel je travaillais était destiné à l'armée, j'ai posé mon crayon. » Suivirent plusieurs années de chômage, de voyages et de fabrication de bijoux sur les trottoirs. Survient Mai 68. Mais la révolution n'a pas lieu. Alors, avec sa compagne Marielle qui écrit des poèmes, Jad part à Tahiti, « par amour pour les tableaux de Gauguin ».

Au début, avec les Tahitiens, le contact est difficile. Français, Jad et Marielle ont dû prouver qu'ils n'étaient pas de ceux qui imposent leur religion, leurs armes et leur fric. C'est en prenant le parti de la lutte anticolonialiste et antinucléaire qu'ils ont pu se faire accepter.

Et c'est ainsi à Tahiti que Jad a eu de nouveau envie de peindre. Un retard dans l'envoi de pinceaux lui fait tenter de peindre directement avec les tubes, technique qu'il a

gardée et qui fait de ses tableaux abstraits des surfaces de multiples petites tâches où le regard se perd.

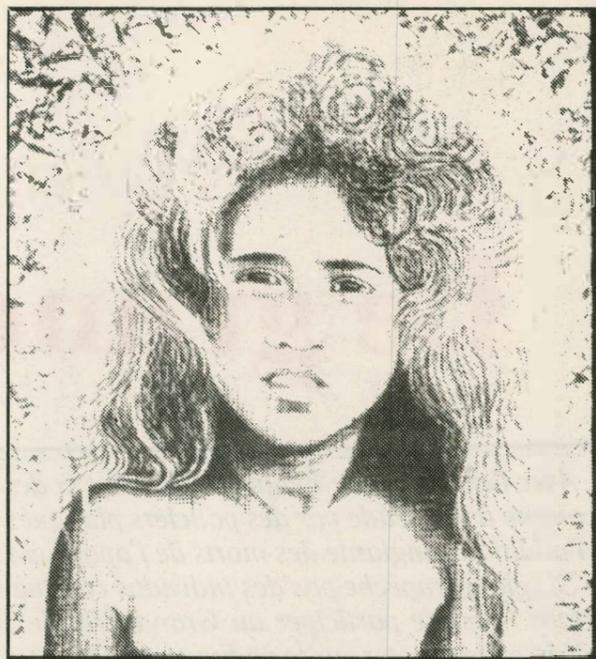
Prenant conscience vers 1977 du danger nucléaire, Jad se met à peindre de grands tableaux figuratifs. « Ces peintures dénoncent aussi le racisme et l'oppression exercée sur des populations sans défense par le néo-colonialisme atomique. Elles attirent l'attention sur la complicité des religions prêchant la soumission et la résignation et sur le rôle abrutissant des médias, de l'alcool et des drogues, insidieusement utilisés pour asservir les esprits rebelles et la jeunesse. Elle révèlent également certaines origines taboues de l'agressivité humaine dont il importe de s'affranchir si l'on veut se libérer réellement des conséquences destructrices de la violence. »

Devenu ambassadeur de la cause des peuples du Pacifique contre la bombe, Jad espère terminer son périple en France par une semaine d'action à Paris à l'occasion du vingtième anniversaire du début des essais atomiques à Mururoa, au début de juillet 1986. Il souhaite que se tienne alors un festival de solidarité avec le peuple polynésien et une manifestation avec ses tableaux, pourquoi pas sur les Champs-Élysées où se manifestent habituellement les forces de guerre et de destruction.

Il fait appel aux associations et organisations, aux artistes, à toutes celles et tous ceux qui sont intéressés à collaborer au succès de cette semaine d'action.

Etienne Ledaxe

**Jad expose, mais présente aussi un montage audiovisuel sur l'apocalypse nucléaire, tandis que Marielle lit ses poèmes. Pour les contacter, écrire à Jad et Marielle, Appt. 8, 6, rue du Champ-de-Mars, 76000 Rouen**



Ces enfants du Pacifique sacrifiés pour les essais atomiques français : un des premiers tableaux de Jad à Tahiti

## TELEVISION

### Licenciés pour « mauvais esprit »

En direct sur TF 1, quatre journalistes apprennent qu'ils sont licenciés. Pour « mauvais esprit » et parce que leur patron « n'aime pas les ronds-de-cuir » et on trouve « qu'on se fonctionnarise ». Science-fiction pour une des télés de demain que nous préparons Hersant et Filipacchi ? Pas du tout. La scène se passe au début du mois d'octobre sur le plateau de « Droit de réponse ».

Michel Polac se débarasse sine die de quatre membres de son équipe. Il a pris auparavant la précaution de les payer depuis plus d'un an avec des contrats à durée déterminée, signés par les journalistes chaque semaine. Pas toujours aussi spectaculaire, la « flexibilité » sous forme de « cachets » à répétition est une pratique courante à la SFP, établissement public chargé de produire les émissions des trois chaînes.

Bel exemple d'institutionnalisation du travail précaire dans un service public. Les suppliques de Laurent Fabius demandant aux partenaires sociaux d'aller « vite et loin » en matière de flexibilité n'ont pas échappé aux dirigeants du service public audiovisuel. Ceux-ci pensaient avoir trouvé la solution miracle pour transformer

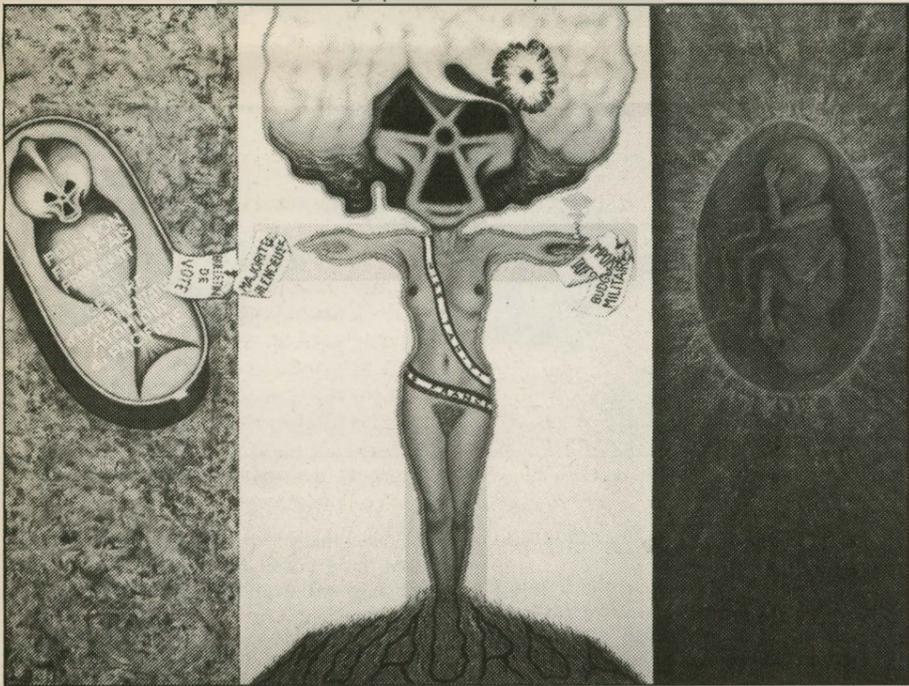
les journalistes de la SFP en porte-plume obligés de passer à la caisse à chaque fin de semaine. Mais cette fois, appuyée par le SNJ, le SNJ-CGT et la SGT-FO ainsi que par les techniciens CGT, CFTC la direction a dû céder : elle s'est engagée, sous la menace d'une grève, à reclasser les journalistes licenciés pour « mauvais esprit ».

On reste cependant sans voix devant la conception que se font du service public audiovisuel les dirigeants socialistes, ou du moins ceux qu'ils ont nommés. Faute par des journalistes et des techniciens sans véritable contrat de travail, la télévision serait sans doute plus « libérale », plus facile à regarder et surtout à financer pour les patrons. Enfin, pour ceux qui nous gouvernent, flexibilité de l'emploi et souplesse de l'échine vont de pair : est-il besoin de le préciser, les quatre journalistes au « mauvais esprit » étaient tous syndiqués au SNJ ou au SNJ-CGT.

Le recul de TF 1 et de la SFP sur ce cas précis est un précédent important pour les travailleurs de l'audiovisuel qui sont nombreux à avoir un statut précaire et à être soumis à l'arbitraire de leur employeur.

Max Terré

L'étendard de la honte : bleu, blanc, rouge, peinture exécutée pour la tournée en France



☆ **Samedi** 20 h 40 (TF1), *la Lune d'Omaha*, un téléfilm de la série « noire », réalisé par J. Marbeuf d'après un bon polar de Jean Amila, avec J.-P. Cassel, D. Labourier et M. Schuman.

22 h 15 (TF1), « Droit de réponse » consacré aux « arracheurs de dents »...

☆ **Dimanche** (TF1), débat

entre Fafa et Chichi : « Grr ! Crottes de caniche et cœtera... »

20 h 50 (TF1), *la Menace*, d'A. Corneau avec Y. Montand, C. Laure, M. Dubois et J.-F. Balmer. Un film aussi beau et vénérable qu'un thriller de Fritz Lang ; une intrigue superbe, bâtie en spirale, comme un piège incontournable. Une interprétation

hors pair et, en prime, une musique de Gerry Mulligan (CBS n°70.154-33t) comme je n'en avais pas entendue depuis celle du *Dernier Tango à Paris* par Gato Barbieri.

22 h 30 (FR3), *le Passage du canyon*, un western de Jacques Tourneur inédit, avec D. Andrews, B. Donlevy et S. Hayward, clôturera donc ce magnifique cycle d'hommage aux premiers films réalisés en technicolor.

☆ **Lundi** 20 h 35 (TF1), *2001... Odyssée de l'espace*, de S. Kubrick, avec K. Dullea. Enfin à la télévision, le chef-d'œuvre du « space-opéra » ! Le petit écran et la VF vont certainement en altérer quelque peu la magie, mais impossible de rater ce

rendez-vous avec l'un des plus beaux films de cette seconde moitié du siècle.

20 h 35 (A2), *le Sang des autres*, premier épisode (il y en a deux) du film réalisé par C. Chabrol d'après le roman de Simone de Beauvoir. Une adaptation bien plate et fort décevante... Relisez donc le livre !

22 h 00 (A2), *le Cerveau*, premier volet d'une série d'émissions scientifiques sur l'objet « le plus perfectionné de l'évolution du monde vivant ».

☆ **Mardi** 20 h 40 (A2), *Mort sur le Nil*, de J. Guillermin, d'après A. Christie avec, entre autres, un Peter Ustinov savoureux en Hercule Poirot. Mise en scène cousue main mais spectacle agréable.

20 h 35 (FR3), *le Grain de sable*, de Pomme Meffre, avec D. Seyrig. Film — hélas — raté qui cherchait sa voie du côté du cinéma de Chantal Ackerman, et qui malgré le talent sans faille de Delphine Seyrig distille l'ennui et une certaine prétention.

☆ **Mercredi** 21 h 40 (TF1), *Mode in France*, un film à sketches sur la mode, c'est déjà complètement inhabituel à la télé, mais mis en scène par William Klein, l'un des meilleurs photographes du genre et réalisateur de cinéma décapant (*Qui êtes-vous Polly Magoo ?*, *Cassius le Grand*, *Loin du Vietnam*, *Mister Freedom*, *Eldrige Cleaver*, etc.), voilà qui promet !

☆ **Judi** 20 h 35 (A2), *la Revanche*, un film de P. Lary, avec A. Girardot et V. Lanoix, sur scénario de J. Kirchner (c'est-à-dire Charles Berg, ex-monsieur « Partides-dix-mille »...). Fiction, quand tu nous tiens...

☆ **Vendredi** 22 h 00 (TF1), *Ana, non*, téléfilm de J. Prat d'après un superbe roman de A. G. Arcos. Une femme espagnole se tait depuis 1936...

23 h 00 (A2), *Une aussi longue absence*, d'H. Colpi. Marguerite Duras n'a jamais eu de chance au cinéma. Le film de Copi est d'une lourdeur pachydermique, d'un vide psychologique aberrant et d'un ennui mortel... Pas étonnant, dès lors, qu'il ait plus à Claude-Jean Philippe !

Michel Laszlo

## AFRIQUE DU SUD

# Le grand prix des assassins

*Avec l'exécution de Benjamin Moloïse et des manifestants abattus comme à la parade par des policiers planqués dans un camion-piège, l'addition sanglante des morts de l'apartheid ne cesse de s'alourdir. Si cela n'empêche pas des individus comme le coureur automobile Alain Prost de participer au Grand-Prix de Formule-1 d'Afrique du Sud et de monter sur le podium, cette longue liste de crimes soulève une indignation croissante à travers le monde.*

Les sept cent quatre-vingts morts en treize mois ne sont pas tombés victimes d'une folie soudaine qui se serait emparée du régime de Pretoria. Ces morts sont le produit logique de l'apartheid, c'est-à-dire des fondements mêmes du régime raciste d'Afrique du Sud.

Apartheid signifie « développement séparé » et il constitue un ensemble de lois qui régissent la totalité des aspects de la vie de la population vivant sur le territoire de l'Afrique du Sud suivant des déterminations raciales. Ces lois font beaucoup plus que séparer la population en Blancs et non-Blancs.

## Diviser pour régner

La loi sur l'enregistrement des populations répartit les habitants en quatre catégories : Africains (25 millions de personnes), Métis (3 millions), Asiatiques (1 million) et Blancs (5 millions).

Ce n'est un secret pour personne que les cinq millions de Blancs disposent de privilèges auxquels les trois autres catégories (qui se revendiquent de l'appellation commune de Noirs) ne peuvent accéder. 87 % du territoire sont affectés à la population blanche tandis que les 13 % restants, essentiellement des terres arides ne permettant même pas une agriculture de subsistance — les fameux bantoustans —, sont alloués aux Noirs.

Cette séparation territoriale est l'un des rêves des dirigeants sud-africains que l'ancien Premier ministre, Verwoerd, résumait en 1961 de la façon suivante : « Notre but est de créer un Etat blanc, une grande et forte nation, environnée de zones bantoues variées... Des Etats, si vous préférez. Le choix est entre un Etat blanc sûr, même s'il est géographiquement plus petit qu'autrefois et un Etat sud-africain racialement intégré, dans lequel les Bantous [les Africains, NDLR] devront éventuellement dominer. »

On ne saurait être plus clair ! Le projet est en cours de réalisation avec l'indépendance-bidon proclamée pour quatre des dix bantoustans, ce qui a fait perdre la nationalité sud-africaine à plus de huit millions de personnes.

Cette loi foncière remonte à 1913 et a été amendée en 1936. La situation n'est donc pas nouvelle. Bien entendu, les Noirs employés

## La goutte d'eau...

Pour accéder au droit de résidence permanent en « zone blanche », un Noir doit pouvoir justifier d'un même employeur depuis dix ans ou de plusieurs employeurs depuis quinze ans dans le même district, sans aucune interruption. Quand on sait qu'un ressortissant d'un bantoustan doit y retourner un mois par an, on devine que les dispositions de cette loi de 1945 touchent quelques milliers de personnes seulement.

De plus, le gouvernement a pris des ordonnances en 1983 sur les certificats d'hébergement qui restreignent encore davantage le nombre de Noirs concernés.

## L'inégalité devant la mort

La mortalité infantile s'élève, selon les sources sud-africaines, à cinquante-cinq décès pour mille naissances. Cette moyenne se décompose tout à fait inégalement de la façon suivante : pour les Africains 90%, pour les Métis 61,9%, pour les Asiatiques 20,4% tandis que le taux n'est que de 13% pour les Blancs. A titre de comparaison, le chiffre pour la même année (1984) de la France est de 10%.

Toujours selon les sources sud-africaines, l'espérance de vie est en moyenne de soixante-trois ans, répartie de la façon suivante : 72,3 ans pour les Blancs, 63,9 pour les Asiatiques, 58,9 pour les Africains et 56,1 pour les Métis. En comparaison le chiffre français est de 74,5.

Il convient de noter que les sources sud-africaines excluent les quatre bantoustans « indépendants » où le taux de mortalité infantile est plus élevé encore.

dans les zones blanches n'y disposent pas de droit de propriété ou de droits démocratiques. Ils sont employés, pour ceux qui ne peuvent remplir les conditions très strictes de droit de résidence en zone urbaine (cf. encadré), selon le système de la main-d'œuvre migrante. Formant plus de 70 % de la main-d'œuvre occupée (en tout cinq millions de personnes, agriculture et domestiques exclus), près de deux tiers des Africains travaillent suivant ce système.

## La toile d'araignée

Un « contrôle des entrées » (« influx control ») régit les contrats de travail obtenus pour des durées limitées par les bureaux de la main-d'œuvre installés dans les bantoustans. A l'expiration de son contrat en zone blanche, le travailleur est contraint de retourner dans le bantoustan auquel il est arbitrairement rattaché, pour retrouver un nouveau contrat. C'est à ce moment qu'il peut revoir sa famille, car l'essentiel de la population permanente des bantoustans se compose de femmes, d'enfants et de vieillards.

Certains travailleurs vivent dans des cités à plusieurs dizaines de kilomètres des zones blanches où ils travaillent. Ce sont souvent des femmes employées comme domestiques en zone blanche qui parcourent ainsi chaque jour des distances qui vont jusqu'à cent kilomètres, à un coût de plus en plus élevé (souvent plus du cinquième du salaire).

Les déplacements de la population noire sont contrôlés au moyen du système des « pass ». Ces documents doivent être portés en permanence et permettent aux autorités de savoir si tel Noir a le droit de se trouver en zone blanche à telle heure. Plusieurs centaines de milliers de Noirs sont réprimés chaque



Policiers blancs dans la province du Cap : durant les affrontements, trois enfants noirs ont été abattus

année pour avoir enfreint la législation sur ce point.

L'apartheid assigne à chacun des groupes raciaux une zone de résidence. C'est ainsi que la région de la ville du Cap est une zone réservée aux Métis, alors que la principale zone de résidence des Asiatiques est située autour du port de Durban, sur la côte de l'océan Indien. C'est une loi datant de 1945 qui détermine ce droit à certaines communautés de demeurer dans les zones dites blanches (l'ensemble du territoire à l'exclusion des bantoustans). De vastes cités noires se sont

ainsi constituées à quelques dizaines de kilomètres des grandes agglomérations blanches, comme Soweto à quinze kilomètres de Johannesburg.

Le contraste n'en est que plus fort entre la prospérité blanche et la misère dans laquelle est enfoncée la population noire, à l'exception des collaborateurs du régime. Un Blanc possède en moyenne dix fois plus qu'un Noir. Les quartiers résidentiels blancs de Johannesburg possèdent plus de piscines par habitant que l'Etat de Californie !

Même la classe ouvrière blanche a été intégrée à l'apartheid ce qui lui confère les privilèges d'une aristocratie ouvrière. Le salaire d'un mineur blanc est cinq fois plus élevé que celui d'un mineur noir. Les emplois qualifiés sont réservés en priorité aux Blancs par deux lois (lois sur les emplois et sur la barrière de couleur).

C'est sur l'ensemble de cette discrimination qui débute à la naissance pour s'achever à la mort (cf. encadré) que s'est développé le capitalisme en Afrique du Sud. La responsabilité n'en incombe pas seulement aux capitalistes locaux mais bien aux puissances impérialistes qui ont trouvé là un terrain propice à des investissements juteux. A présent que les conditions de rentabilité et les risques politiques se modifient, certains de ces milieux envisagent d'aller faire du profit ailleurs. C'est, après tout, la logique même du capitalisme...

Jean-Jacques Laredo

## Les actions du MAA

En même temps que se déroulait le Grand-Prix de Formule 1 de Kyalami, le Mouvement anti-apartheid a rassemblé un piquet de protestation d'une centaine de personnes devant le siège parisien de la Fédération internationale du sport automobile.

Ce même week-end, le MAA a tenu un important colloque réunissant plus de trois cents personnes à l'UNESCO autour du thème de « L'isolement total de l'apartheid d'Afrique du Sud ».